

Contrat de Mandat L. 342-2

Identification : **Enedis-FOR-RES_050E**

Version : **1**

Nb. de pages : **51+10 (annexe)**

| Version | Date d'application | Nature de la modification | Annule et remplace |
|---------|--------------------|---------------------------|--------------------|
| 1 | 01/11/2019 | Création | |
| | | | |
| | | | |

Annexe :

Présentation de la structure des Cahiers des Charges liés au Contrat de Mandat

Document(s) associé(s) :

CCTP-NOI-RES_080E : CCTP applicable aux prestations d'études de réalisation pour la construction des Ouvrages dédiés, sous la responsabilité du Mandataire en application de l'article L. 342-2 du code de l'énergie

CCTP-NOI-RES_083E : Cahier des Charges Technique Particulier (CCTP) applicable aux prestations d'Investigations Complémentaires (IC) et d'Opérations de Localisation (OL) non intrusives pour la construction des Ouvrages dédiés, sous la responsabilité du Mandataire en application de l'article L. 342-2 du code de l'énergie

CCTP-NOI-RES_084E : CCTP applicable aux prestations de Repérage Avant Travaux amiante et HAP dans les enrobés, pour la construction des Ouvrages dédiés, sous la responsabilité du Mandataire en application de l'article L. 342-2 du code de l'énergie

CCTP-NOI-RES_081E : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) applicable aux prestations d'études de sol pour la construction des Ouvrages dédiés, sous la responsabilité du Mandataire en application de l'article L.342-2 du code de l'énergie

CCTP-NOI-RES_082E : CCTP applicable aux prestations de travaux de forage dirigé pour la construction des Ouvrages dédiés, sous la responsabilité du Mandataire en application de l'article L. 342-2 du code de l'énergie

CCTP-NOI-RES_085E : CCTP applicable aux prestations de travaux pour la construction des Ouvrages dédiés, sous la responsabilité du Mandataire en application de l'article L. 342-2 du code de l'énergie

Résumé / Avertissement

Ce document présente le contrat de mandat permettant au client mandataire de construire à ses frais les ouvrages électriques dédiés au raccordement de son installation sous la maîtrise d'ouvrage Enedis dans le cadre de l'application de l'article L. 342-2 du code de l'énergie.

**CONTRAT DE MANDAT L. 342-2
POUR LA REALISATION PAR LE MANDATAIRE
DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT
DE L'INSTALLATION DE**
Nom ou raison Social du Demandeur [Nom du Demandeur]
N° SIRET : [Site numéro de Siret]
Située : [Site Adresse]
Référence Avenant L. 342-2 : [XXXX-PTF-XXX]
**Au Réseau Public de Distribution d'Electricité
en application de l'article L. 342-2 du code de l'énergie**

Indice [indice du Contrat approuvé] du [Date] X pages Y annexes

Fait en double exemplaire,
Paraphe en bas de chaque page

[Lieu], le [Date]

Entre :

Enedis, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est situé Tour Enedis, 34 place des Corolles – 92079 PARIS LA DEFENSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 444 608 442, représentée par [Nom], agissant en qualité de Directeur de la Direction Régionale [Nom de la DR] – dûment habilité à cet effet,

Ci-après désignée par « Enedis » ou par « le Mandant ».

D'une part,

Et :

« NOM_CLIENT », domicilié « Adresse » « CP » « Commune »

ou

« RAISON SOCIALESTE », « StatutSociété » au « CapitalSte », dont le siège social est situé « AdrSiegeSte » « AdrSiegeSte2 » « CPSte » « CommuneSte », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de « CommuneRCSSte » sous le numéro « SIRENSte », représentée par « NomSignataireSte », « FonctionSignataireSte », dûment habilité(e) à cet effet, Ci-après désignée, par le « Demandeur », ou par « le Mandataire »,

D'autre part,

Ou par défaut dénommées individuellement une « Partie » ou, conjointement les « Parties »

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| Préambule..... | 5 |
| 1. Définitions..... | 5 |
| 2. Objet | 7 |
| 3. Description de la phase avant travaux..... | 8 |
| 3.1. Engagement de réalisation des Travaux Mandataire..... | 8 |
| 3.1.1. Répartition des travaux de raccordement..... | 8 |
| 3.1.2. Travaux Mandataire | 9 |
| 3.1.3. Travaux Enedis..... | 9 |
| 3.1.4. Réserves sur les Travaux Mandataire..... | 9 |
| 3.2. Planning et délais de raccordement pour les Travaux Mandataire..... | 9 |
| 3.3. Obligations des Parties pour la phase avant travaux | 10 |
| 3.3.1. Obligations du Mandant | 10 |
| 3.3.2. Obligations du Mandataire | 12 |
| 4. Descriptions des phases travaux et de réception | 13 |
| 4.1. Prévention des risques Santé Sécurité | 13 |
| 4.1.1. Réglementation anti-endommagement (DT-DICT) | 13 |
| 4.1.2. Coordination de sécurité..... | 14 |
| 4.1.3. Sécurité des tiers | 15 |
| 4.1.4. Interface entre les Ouvrages Mandataire et l'Installation du Demandeur :..... | 15 |
| 4.1.5. Interface entre les Ouvrages Mandataire et les Ouvrages Enedis | 15 |
| 4.2. Exécution des Travaux Mandataire | 16 |
| 4.2.1. Principes généraux..... | 16 |
| 4.2.2. Formalités nécessaires à l'exécution des Travaux Mandataire..... | 17 |
| 4.2.3. Information du Mandataire en phase travaux | 17 |
| 4.2.4. Interface entre les Travaux Mandataire et les Travaux Enedis | 18 |
| 4.3. Contrôles et essais exercés par le Mandant pendant la phase travaux exécutés sous la responsabilité du Mandataire | 18 |
| 4.4. Réception des Travaux Mandataire..... | 19 |
| 4.4.1. Etapes conduisant à la réception des Ouvrages Mandataire par Enedis..... | 19 |
| 4.4.2. Réception des Ouvrages Mandataire | 20 |
| 4.4.3. Effets de la réception des Ouvrages Mandataire par le Mandant | 21 |
| 4.4.4. Délais de mise à disposition du raccordement | 21 |
| 4.5. Suspension des Travaux Mandataire..... | 22 |
| 5. DISPOSITIONS GENERALES | 22 |
| 5.1. Dispositions financières..... | 22 |
| 5.1.1. Paiement des Travaux Mandataires exécutés par les Entreprises Agréées..... | 23 |
| 5.1.2. Facturation de l'opération de raccordement et remboursement au Mandataire des Travaux Mandataire et de la réfaction prévue à l'article D 342-2-4 du Code de l'Energie | 23 |
| 5.2. Litige | 24 |
| 5.2.1. Litige avec les tiers..... | 24 |
| 5.2.2. Litige entre les Parties | 24 |
| 5.3. Responsabilité..... | 24 |
| 5.4. Garanties..... | 25 |
| 5.5. Assurances | 26 |
| 5.6. Durée | 26 |



| | |
|--|-----------|
| 5.7. Résiliation | 26 |
| 5.7.1. Résiliation pour faute | 26 |
| 5.7.2. Résiliation sans faute par le Mandant..... | 27 |
| 5.7.3. Résiliation sans faute par le Mandataire..... | 27 |
| 5.7.4. Conséquences de la résiliation de la Convention de Raccordement sur le Contrat..... | 27 |
| 5.7.5. Conséquences de la résiliation..... | 27 |
| 5.8. Force majeure..... | 28 |
| 5.9. Confidentialité | 28 |
| 5.10. Restitution de documents à l'issue de l'exécution du Contrat..... | 28 |
| Annexe 1 : interlocuteurs des Parties pour le présent Contrat | 31 |
| Annexe 2 : prescriptions administratives pour la consultation des prestataires | 32 |
| Annexe 3 : avant-projet sommaire (APS)..... | 33 |
| Annexe 4 : CCTP et Chapitres des CCTP applicables | 34 |
| Annexe 5 : listes des Entreprises Agréées..... | 35 |
| Annexe 6 : planning des étapes principales des Travaux du Mandataire | 36 |
| Annexe 7 : réglementation applicable..... | 37 |
| Annexe 8 : liste des contrôles réalisés par le Mandant pendant les Travaux Mandataire | 40 |
| Annexe 9 : modèles de garantie..... | 41 |

Préambule

Article L. 342-2 du code de l'énergie : Le producteur, ou le consommateur, peut faire exécuter, **à ses frais et sous sa responsabilité, les travaux de raccordement** sur les **ouvrages dédiés** à son installation par des **entreprises agréées** par le **maître d'ouvrage** mentionné à l'article L. 342-7 ou à l'article L. 342-8 et selon les dispositions d'un cahier des charges établi par ce **maître d'ouvrage** sur la base de modèles publiés par ce dernier. La **mise en service** de l'ouvrage **est conditionnée à sa réception par le maître d'ouvrage**.

Le mécanisme mis en place par l'article L. 342-2 du code de l'énergie et de son décret d'application n° 2019-97 du 13 février 2019 (codifié aux articles D. 342-2-1 et suivants du Code de l'énergie) s'applique aux ouvrages dédiés du Mandataire, c'est-à-dire les branchements, les canalisations électriques aériennes, souterraines ou sous-marines et leurs équipements terminaux qui, à leur création, ne concourent ni à l'alimentation ni à l'évacuation d'autres installations que celles du demandeur.

Le présent contrat s'inscrit dans le cadre de l'article L. 342-2 du code de l'énergie dont le demandeur du raccordement bénéficie.

La mise en place de l'article L. 342-2 du code de l'énergie est soumise au régime juridique du mandat tel que défini aux articles 1984 et suivants du Code civil. Enedis (le « maître d'ouvrage » mentionné à l'article L. 342-2 du code de l'énergie) donne ainsi Mandat au Demandeur d'accomplir dans ce cadre, en son nom et pour son compte, aux conditions prévues par le présent « Contrat de Mandat pour la réalisation des travaux des Ouvrages Dédiés de raccordement par le Mandataire » (ci-après le Contrat), tout acte juridique nécessaire à l'exécution des Travaux Mandataire, à l'exception des actes non transférés, notamment la validation des études, la consultation prévue l'article R. 323-25 du code de l'énergie, le contrôle, les essais, la mise sous tension, la réception des ouvrages et la décision de la levée des réserves.

Les frais liés à ces travaux sont à la charge du Mandataire. Le Mandat est, quant à lui, exécuté à titre gratuit et sans indemnité de la part du Mandant envers le Mandataire.

Le présent modèle de Contrat précise les conditions de mise en œuvre de l'article L. 342-2 du code de l'énergie.

A ce Contrat sont attachées des Cahiers des Charges Techniques Particuliers (CCTP) annexes techniques et contractuelles du projet précisant les exigences minimales d'Enedis devant être respectées par le Mandataire ou dont le Mandataire doit assurer le respect dans le cadre de la conduite et de la réalisation des travaux sur les Ouvrages Dédiés.

1. Définitions

En cas de conflit entre les présentes définitions et celles de l'Avenant L. 342-2, les présentes définitions prévalent dans le cadre de l'application du mécanisme de l'article L. 342-2 du code de l'énergie :

- Agrément : agrément prévu à l'article L. 342-2 du code de l'énergie qui peut être mis en œuvre suivant les modalités prévues à l'Article 3.3.1.3,
- Annexe : annexe du présent Contrat,
- Article : article du présent Contrat,
- Avant-Projet Sommaire : désigne la solution de référence Enedis des Ouvrages Dédiés dont la consistance à vocation à être affinée, notamment sur la base des études de réalisation, des concertations et des autorisations administratives,
- Avenant L. 342-2 : conformément à la délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 21 mars 2019, il s'agit d'un document adressé au Demandeur par Enedis, dans les mêmes conditions de délai que l'envoi de la proposition initiale (PDR), suite à sa demande d'application des dispositions de l'article L. 342-2 du code de l'énergie, comprenant les éléments permettant d'estimer le montant de la réfaction qui pourrait être reversé au Demandeur avec une précision identique au montant des coûts restants à sa charge pour les ouvrages et prestations réalisés par Enedis,
- Cahiers des Charges Technique Particulier (CCTP) : documents produits par le Mandant afin de répondre aux exigences de l'article L. 342-2 du code de l'énergie, listés à l'Article 3.3.1.2. Ils sont constitués des spécifications techniques et contractuelles que le Mandataire doit intégrer dans les marchés conclus avec l'(les) Entreprise(s) Agréée(s) pour l'exécution des Travaux Mandataire. Les CCTP constituent des Annexes au présent Contrat,



- Cahier de Fin d’Affaire Travaux (CFAT) : ce dossier est un livrable certifié conforme aux prestations réalisées, dossier conforme à exécution remis par l’(les) Entreprise(s) Agréée(s) au Mandataire suite à la réalisation des Travaux Mandataire. Par la suite, ce dossier est remis par le Mandataire au Mandant et est destiné au contrôle de la conformité des Travaux Mandataire,
- Contrat : désigne le présent document qui est un contrat de mandat au sens des articles 1984 et suivants du Code civil, ses annexes et leurs éventuels avenants. Le Contrat est constitué des présentes et de ses Annexes qui forment un tout indissociable,
- Convention de Raccordement (CR) : la convention de raccordement définit le point de raccordement, mentionne les caractéristiques et les performances déclarées de l’installation et contient un descriptif de la solution technique retenue pour ce raccordement (art. D. 342-11 du Code de l’énergie). Elle est utilisée uniquement pour les installations raccordées au RPD en HTA et en BT > 36 kVA,
- Déclaration de Conformité : attestation formelle de conformité (ou encore avis conforme) adressée au Mandant par le Mandataire par laquelle le Mandataire atteste que les Travaux Mandataire sont contrôlés et jugés conformes aux normes en vigueur et Exigences Enedis,

Elle est complétée par la remise du cahier de fin d’affaire travaux CFAT),

- Demandeur : le producteur ou le consommateur conformément à l’article L. 342-2 du Code de l’énergie.
- Documentation technique de Référence (DTR) : désigne le référentiel technique qui inclut les documents concernant le raccordement et l’installation des clients d’Enedis ainsi que la gestion du RPD,
- Enedis : le Maître d’ouvrage mentionné à l’article L. 342-8 du code de l’Energie et gestionnaire de réseau de distribution dans sa zone de desserte exclusive conformément à l’article L. 322-8 du même code,
- Entreprise Agréée : entreprise qui a fait l’objet d’un Agrément,
- Essais Enedis : série d’essais réalisés par Enedis après la réalisation des travaux sur les Ouvrages Dédiés et la Déclaration de Conformité délivrée par le Mandataire, nécessaire à la réception de l’Ouvrage Mandataire, et permettant à Enedis de mener le processus de mise en conduite, c’est-à-dire la mise sous tension par le RPD et autres vérifications de compatibilité, de l’ouvrage de raccordement raccordé au RPD,
- Exigences de Enedis : ensemble des exigences du Mandant au titre du Contrat et des CCTP, de l’Avenant L. 342-2 et de la Documentation Technique de Référence Enedis (DTR),
- Installation du Demandeur : installation du Demandeur située sur la commune de [Nom de la Commune ou au large de la Commune] que le Demandeur souhaite relier au RPD,
- Limite de Propriété : la limite de propriété est décrite à l’article 3 de l’Avenant L. 342-2 n° [XXXX-PTF-XXX],
- Mandant : la personne morale telle que décrite en page de signification, à savoir Enedis,
- Mandataire : le cocontractant de Enedis, tel que décrit en page de signification, c’est-à-dire le Demandeur ou son représentant désigné par lui,
- Notification : toute communication entre les Parties devant faire l’objet d’une lettre envoyée en recommandé avec demande d’ accusé de réception ou d’une remise en mains propre contre reçu,
- Notifier : action d’émettre une Notification,
- Offre de raccordement de référence (ORR) : Lorsque le raccordement ne s’inscrit pas dans le cadre d’un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables, l’arrêté du 28 août 2007 susvisé définit l’opération de raccordement de référence à un réseau public de distribution comme celle qui « minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement énumérés aux articles 1er et 2 du décret du 28 août 2007 susvisé, calculé à partir du barème » établi par le gestionnaire de ce réseau lorsqu’il est maître d’ouvrage des travaux. Lorsque le raccordement s’inscrit dans le cadre d’un schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables, l’opération de raccordement de référence désigne la solution de raccordement comme étant la solution de raccordement sur le poste le plus proche disposant d’une capacité réservée suffisante pour satisfaire la puissance de raccordement demandée,
- Ouvrages Dédiés : ensemble des ouvrages qui, au moment de la demande de raccordement, sont dédiés à la desserte de l’Installation du Demandeur et ayant vocation à intégrer le RPD, c’est-à-dire ceux ayant vocation à permettre uniquement le transit des flux d’énergie de l’Installation visée, et pour lesquels le Demandeur est le seul contributeur financier. Il s’agit du périmètre des ouvrages sur lesquels le Mandataire pourra intervenir. Les ouvrages dédiés sont énumérés ci-dessous :
 - a. dans le cas d’un raccordement d’une installation en basse tension (BT), la création d’ouvrages d’extension BT, d’ouvrages de branchement en basse tension au sens des articles D. 342-1 et D. 342-2 du code de l’énergie, à



l'exclusion (i) des réseaux HTA, des jeux de barres HTB et HTA et tableaux BT, des Postes HTA/BT et des transformateurs dont le niveau de tension aval est celui de la tension de raccordement, leurs équipements de protection ainsi que les ouvrages de génie civil, ainsi qu'à l'exclusion (ii) des travaux de renforcement,

- b. dans le cas d'un raccordement d'une installation HTA, la création d'ouvrages d'extension HTA, à l'exclusion (i) des réseaux basse tension (BT), des jeux de barres HTB et HTA et tableaux BT, de tous travaux à l'intérieur de l'enceinte d'un Poste Source, des Postes HTA/BT et des transformateurs dont le niveau de tension aval est celui de la tension de raccordement, leurs équipements de protection ainsi que les ouvrages de génie civil, ainsi qu'à l'exclusion (ii) des travaux de renforcement,
- Ouvrages Enedis : ouvrages de raccordement réalisés par Enedis autres que les Ouvrages Dédiés en cas de recours à l'article L. 342-2 du code de l'énergie,
 - Ouvrages Mandataire : ouvrages Dédiés réalisés par le Mandataire au titre de l'article L. 342-2 du code de l'énergie ayant vocation à intégrer le RPD,
 - Ouvrages de raccordement : désigne les Ouvrages Enedis et les Ouvrages Mandataires,
 - Proposition De Raccordement (PDR) : conformément à la délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 25 avril 2013, il s'agit d'un document adressé au demandeur du raccordement, présentant la solution technique de raccordement, le montant de la contribution au coût des travaux de raccordement et le délai prévisionnel de réalisation des travaux. L'appellation PDR est utilisée indifféremment pour tout type de raccordement et constitue la première offre de raccordement matérialisée soit par une PTF (Proposition Technique et Financière) soit par un Convention de Raccordement,
 - RPD : le Réseau Public de Distribution d'électricité, exploité par Enedis, conformément à l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales,
 - Travaux Enedis : ensemble des fournitures utilisées et des travaux exécutés par Enedis nécessaires à la réalisation des Ouvrages Enedis en cas de recours à l'article L. 342-2 du code de l'énergie y compris le cas échéant la quote-part due pour les travaux liés aux ouvrages mutualisés et les actes réalisés par Enedis pour le suivi et la réception des Travaux Mandataire,
 - Travaux Mandataire : ensemble des fournitures utilisées et des travaux exécutés par le Mandataire sous maîtrise d'ouvrage déléguée de Enedis qui sont nécessaires à la réalisation des Ouvrages Mandataire en cas de recours à l'article L. 342-2 du code de l'énergie,
 - Travaux de Raccordement : conformément aux articles L. 342-1 et D. 342-1 du Code de l'énergie, le raccordement d'un utilisateur au RPD comprend la création d'ouvrages d'extension, d'ouvrages de branchement en basse tension et, le cas échéant, le renforcement des réseaux existants. Par dérogation, lorsque le raccordement est destiné à desservir une installation de production à partir de sources d'énergie renouvelable et s'inscrit dans le schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables mentionné à l'article L. 321-7 du Code de l'énergie, le raccordement comprend les ouvrages propres à l'installation ainsi qu'une quote-part des ouvrages créés en application de ce schéma. Au sens du présent contrat les Travaux de Raccordement comprennent les Travaux Enedis et les Travaux Mandataire.

2. Objet

Le présent Contrat relatif au raccordement de l'Installation [Nom et Adresse de l'installation] située sur la commune de [Nom de la commune] est annexé à l'Avenant L. 342-2 [XXXX-PTF-XXX] signée le [XX XXXXXXXX 20XX] par le Mandataire [Nom du Mandataire], puis en cas de signature de la Convention de Raccordement, joint à cette dernière. Il a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Mandant accepte de confier au Mandataire l'exécution à ses frais et sous sa responsabilité des travaux portant sur la réalisation des Ouvrages Dédiés nécessaires au raccordement de l'Installation du Demandeur et les modalités selon lesquelles ces dispositions seront mises en œuvre, selon les trois phases suivantes :

- (i) avant travaux, c'est-à-dire les études de réalisation et les autorisations administratives préalables ;
- (ii) pendant les travaux ;
- (iii) après travaux, c'est-à-dire de la réception par Enedis des Ouvrages Mandataire jusqu'à l'achèvement de la période de garanties légales et contractuelles associées aux Ouvrages Mandataire.

Les travaux réalisés par le Mandataire doivent concerner uniquement les Ouvrages Mandataire, aucun mandat n'étant conféré au-delà.



Le présent Contrat et ses Annexes ont pour objet de définir les Exigences de Enedis que le Mandataire doit respecter pour l'exécution des travaux de raccordement en application de l'article L. 342-2 du code de l'énergie.

Le Mandataire est tenu envers le Mandant des obligations prévues dans le Mandat. Il est tenu par les termes et limites du Mandat.

En conséquence, le Mandataire prend toutes les mesures qui s'imposent pour respecter ses obligations au titre du Mandat.

Dans les limites prévues par le présent Contrat et dans le respect des compétences conservées par Enedis du fait notamment de sa qualité de maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article L. 342-2 du code de l'énergie, le Mandataire est chargé de la passation, de la conclusion et du suivi de l'exécution des marchés conclus en ce compris leur paiement, avec l'(les) Entreprise(s) Agréée(s), ce qui inclut le suivi du chantier et des contentieux relatifs à l'exécution des marchés relatifs à la réalisation des Ouvrages Mandataire et, plus généralement, de l'accomplissement de tous les actes nécessaires à l'exercice de ces missions. Dans tous les actes et contrats passés par le Mandataire dans le cadre du présent Mandat, celui-ci doit systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte de Enedis.

3. Description de la phase avant travaux

La phase avant travaux débute à la signature de l'Avenant L. 342-2 à laquelle est annexé le présent Contrat.

Elle s'achève :

- pour la HTA et la BT > 36 kVA, à la signature de la Convention de Raccordement ;
- pour la BT < 36 kVA, à la validation par Enedis de l'étude de réalisation.

Préalablement à la signature des marchés avec l'(les) Entreprise(s) Agréée(s), le Mandataire communique au Mandant pour validation les projets de marchés étude de réalisation et les projets de marchés travaux retenus à l'issue de la consultation mise en œuvre conformément à l'Article 3.3.1.3 du présent Contrat.

Dans un délai de dix (10) jours ouvrés le Mandant fait ses observations au Mandataire sur la base des Exigences de Enedis. En l'absence de réaction du Mandant à l'issue de ce délai le Mandataire peut signer les marchés d'étude de réalisation et de travaux. Le Mandataire délivre au Mandant, pour information, un exemplaire original du (des) marché(s) signé(s) en vue de l'exécution des études de réalisation et des travaux sur les Ouvrages Mandataire.

La transmission au Mandant des informations et documents visés ci-dessus n'a pour effet ni d'engager la responsabilité du Mandant, ni de dégager le Mandataire de sa responsabilité concernant le respect des Exigences de Enedis et la bonne exécution des Travaux.

Si en cours d'exécution des Travaux Mandataire, il est avéré que le(s) contrat(s) signé(s) avec l'(les) Entreprise(s) Agréée(s) désignée(s) pour la réalisation des travaux sur les Ouvrages Mandataire ne sont pas conformes aux Exigences de Enedis, celui-ci pourra en demander la suspension aux frais du Mandataire défaillant.

3.1. Engagement de réalisation des Travaux Mandataire

3.1.1. Répartition des travaux de raccordement

La solution de raccordement décrite dans la l'Avenant L. 342-2 est composée de Travaux de raccordement qui englobent tous les ouvrages nécessaires pour raccorder l'Installation du Demandeur. Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 342-2 du code de l'énergie, il convient de distinguer les travaux qui sont exécutés par Enedis (Travaux Enedis) et ceux qui le sont par le Mandataire (Travaux Mandataire) sous sa responsabilité.

3.1.2. Travaux Mandataire

Il a été convenu que le périmètre sur lequel intervient le Mandataire est celui de l'APS joint en Annexe 3 : avant-projet sommaire(APS), à savoir :

[Limites géographiques et fonctionnelles des travaux confiés au Mandataire et de leur consistance au regard de la solution de raccordement]

3.1.3. Travaux Enedis

Les Travaux Enedis sont définis dans la l'Avenant L. 342-2 qui en fixe les modalités d'exécution, le présent Contrat n'a pas vocation à les régir.

3.1.4. Réserves sur les Travaux Mandataire

Enedis ne saurait être tenu responsable d'une modification de la solution de raccordement décrite à l'article 4 de l'Avenant L. 342-2, et/ou de ses modalités de réalisation pour les Travaux Mandataires (notamment le tracé de la liaison) du fait d'éléments ne lui étant pas imputables dans les situations énumérées ci-après :

- (i) Événements imputables au Mandataire ayant un impact sur la consistance de la solution de raccordement et/ou ses modalités de réalisation pour les Travaux Mandataire ;
- (ii) Modification de la réglementation, postérieure à la signature de l'Avenant L. 342-2, imposant des contraintes supplémentaires et conduisant à une modification de la solution de raccordement et/ou de ses modalités de réalisation pour les Travaux Mandataire ;
- (iii) Modification de la solution de raccordement et / ou de ses modalités de réalisation faisant suite à la réalisation des études par Enedis ;
- (iv) Modification de la solution de raccordement et/ou de ses modalités de réalisation pour les Travaux Mandataire faisant suite aux concertations légales et sectorielles ;
- (v) Prescriptions de l'administration pour la recherche ou suite à la découverte d'éléments du patrimoine archéologique notamment ;
- (vi) Aléa géotechnique en mer, comprenant toute évolution ou donnée nouvelle relative à la nature ou à l'encombrement du sol et du sous-sol, entraînant une modification de la solution de raccordement et/ou de ses modalités de réalisation pour les Travaux Mandataire ;
- (vii) Découverte ou explosion de munitions non-explosées (en anglais UXO) ;
- (viii) Modification de la solution de raccordement et/ou de ses modalités de réalisation pour les Travaux Mandataire faisant suite au refus, à la modification ou à l'annulation d'une autorisation administrative ;
- (ix) Cas de force majeure ;
- (x) Toute modification de la solution de raccordement et/ou de ses modalités de réalisation pour les Travaux Enedis en raison d'une contrainte externe correspondant aux cas évoqués ci-dessus et ayant une incidence sur la consistance et/ou les modalités de réalisation de la solution de raccordement pour les Travaux Mandataire.

3.2. Planning et délais de raccordement pour les Travaux Mandataire

Enedis et le Mandataire établissent ensemble un planning prévisionnel, indicatif des principales étapes de l'instruction du raccordement pour les Travaux Mandataire et pour les Travaux Enedis, basé sur leurs obligations respectives afin de respecter le Délai de mise à disposition du Raccordement prévu dans l'Avenant L. 342-2. L'échéancier joint en Annexe 6 : planning des étapes principales des Travaux du Mandataire, est indicatif uniquement pour les travaux HTA et BT > 36kVA. Pour ces derniers, l'échéancier définitif sera précisé dans la Convention de Raccordement.

[Jalons à préciser en Annexe 6.]

Le Mandataire peut initier les Travaux Mandataire à l'issue de la validation de l'étude de réalisation par Enedis en BT < 36kVA et à l'issue de la signature de la Convention de Raccordement en HTA et en BT > 36kVA.

3.3. Obligations des Parties pour la phase avant travaux

3.3.1. Obligations du Mandant

3.3.1.1 Etudes, consultations, autorisations administratives, et servitudes sur les propriétés privées

3.3.1.1.1. Principe

Pour les Ouvrages Enedis, le Mandant est en charge de la réalisation des études de réalisation, de l'obtention des autorisations administratives et des servitudes sur les propriétés privées (article L. 323-4 du code de l'énergie) traversées par les Ouvrages Enedis, au titre du présent Contrat.

Pour les Ouvrages de raccordement, Enedis est en charge de la consultation préalable (art. R. 323-25 du code de l'énergie).

Pour les Ouvrages Mandataire, le Mandataire est en charge de l'obtention des autorisations administratives, de la réalisation des études de réalisation, de l'obtention des servitudes sur les propriétés privées et du passage des ouvrages en domaine public.

Pour les Ouvrages Enedis, le Mandant fait ses meilleurs efforts et fait preuve de diligence pour obtenir les autorisations administratives préalables et les servitudes sur les propriétés privées traversées par les Ouvrages Enedis. Il constitue des dossiers relatifs à ces autorisations et aux servitudes sur les propriétés privées qui soient complets et conformes et remet ces dossiers aux autorités compétentes suffisamment en amont pour en permettre leur instruction par lesdites autorités dans les délais fixés par ces autorités ou par les procédures applicables au cas d'espèce. Le Mandant ne peut être tenu pour responsable de retards dans la délivrance des autorisations administratives préalables et des servitudes sur les propriétés privées ou de refus de délivrance de ces autorisations et des servitudes sur les propriétés privées, sauf si ce refus résulte d'un manquement assimilable à une faute lourde de sa part ou si le retard dans la délivrance de ces autorisations ou des servitudes résulte d'un manquement de sa part dans la constitution des demandes ou dans leur dépôt.

Pour l'ensemble des ouvrages de raccordement, le Mandant est soumis aux mêmes obligations de diligence exprimées dans le paragraphe précédent en ce qui concerne la consultation préalable.

Pour les Ouvrages Mandataire, le Mandant ne peut être tenu pour responsable du retard dans la délivrance des autorisations administratives préalables et des servitudes sur les propriétés privées ou du passage en domaine public ou de refus de délivrance de ces autorisations et des servitudes sur les propriétés privées ou du passage en domaine public.

En tout état de cause, il est rappelé que le Mandant est seul responsable des réponses à apporter aux autorités compétentes et de la suite à donner aux avis exprimés lors des consultations et de l'instruction des demandes d'autorisations administratives préalables.

Le Mandant informe le Mandataire de l'obtention des autorisations administratives et de résultat de la consultation.

3.3.1.2 Fourniture des Cahiers des Charges Technique Particulier (CCTP)

Les CCTP mis à disposition du Mandataire par le Mandant sont établis conformément à la réglementation applicable et notamment :

- aux articles D. 342-5 et suivants du code de l'énergie relatif aux prescriptions techniques générales de conception et de fonctionnement auxquelles doivent satisfaire les installations en vue de leur raccordement au RPD qui s'imposent à Enedis ;
- à l'arrêté du 23 avril 2008 relatif aux prescriptions techniques générales de conception et de fonctionnement pour le raccordement au RPD, d'une installation de production d'énergie électrique ;
- à la DTR du RPD applicable à la date de signature du Contrat ;
- a minima, aux normes IEC (International Electrotechnical Commission) et aux recommandations CIGRE (Conseil International des Grands Réseaux Electriques).



En cas de contradiction ou de différence entre le Contrat et les CCTP, le Contrat prévaut sur les CCTP dans le cadre du mécanisme de l'article L. 342-2.

Ils prennent en compte les études, les concertations et les autorisations administratives réalisées ou obtenues au moment de leur transmission.

Les CCTP mis à disposition du Mandataire par le Mandant sont les CCTP suivants :

- CCTP Etudes : CCTP applicable aux prestations d'études de réseaux et de branchement de la Distribution Publique d'Electricité, exploités par Enedis ;
- CCTP Etude de sol : CCTP applicable aux prestations d'études de sol pour travaux avec ou sans tranchées ;
- CCTP Détection : CCTP applicable aux prestations d'Investigations Complémentaires (IC) et d'opérations de Localisation (OL) non intrusives de tout ouvrage dont ceux exploités par Enedis « CCTP n°2 bis » ;
- CCTP Repérage Avant travaux : CCTP applicable aux prestations de Repérage Avant Travaux (RAT) sur les enrobés susceptibles de contenir des fibres d'amiante et/ou des hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) ;
- CCTP Travaux : Cahier des Charges Technique Particulier (CCTP) applicable aux prestations de travaux de réseaux et de branchements de la Distribution Publique d'Electricité, exploités par Enedis ;
- CCTP Forage Dirigé : Cahier des Charges Technique Particulier (CCTP) applicable aux prestations de travaux de forages dirigés.

Ces documents sont disponibles sur le site internet <http://www.enedis.fr>.

Pour les Travaux Mandataires les chapitres des CCTP applicables sont ceux indiqués en Annexe 4 : CCTP et Chapitres des CCTP applicables.

3.3.1.2.1. Réserves sur la consistance de la solution technique pour les Travaux Mandataire

Comme précisé à l'Article 3.1.4 du présent Contrat, la solution technique établie au stade de l'Avenant L. 342-2 est une solution de référence dont la consistance a vocation à être affinée, notamment sur la base des études de réalisation, des concertations et des autorisations administratives.

3.3.1.3 Agrément des entreprises

Pour la passation des marchés nécessaires à la réalisation des Travaux Mandataire, le Mandataire est tenu de respecter les règles applicables au Mandant pour la passation de ses propres marchés, dont le Mandataire est réputé avoir pleinement connaissance, à savoir les règles du code de la commande publique et les prescriptions définies en Annexe 2 : prescriptions administratives pour la consultation des prestataires.

En outre, conformément à l'article L. 342-2 du code de l'énergie, le Mandataire doit choisir les candidats et leurs sous-traitants au(x) marché(s) passé(s) pour la réalisation des Travaux Mandataire parmi les Entreprises agréées par le Mandant.

L'agrément des entreprises repose sur un système de qualification prévu à l'article 46 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Avant tout choix définitif, lorsque le Mandataire a présélectionné le (ou les) prestataire(s), il en informe le Mandant et lui communique les documents, et notamment le projet de Contrat qui lui permettent de s'assurer le cas échéant que le Contrat et, en particulier, les principes énoncés ci-dessus, ont été pleinement respectés. Notamment, le Mandataire fournit au Mandant un état détaillé attestant et justifiant du respect par le (ou les) prestataire(s) des conditions d'agrément et, plus généralement, des obligations du Contrat.

Le Mandant, sous réserve de la complétude de l'état fourni, dispose de dix (10) jours ouvrés pour déclarer si le candidat remplit bien les critères sus évoqués.

La passation et l'exécution des marchés conclus par le Mandataire étant effectuées au nom et pour le compte du Mandant, elles restent soumises aux procédures de contrôles externes qui s'imposent à lui.

Le Mandataire est tenu de préparer et transmettre à l'autorité compétente les dossiers nécessaires à l'exercice de ce contrôle. Il en informera le Mandant et l'assistera dans les relations avec les autorités de contrôle.

Il est prévu que la sélection des candidats et leur agrément pour la réalisation des Travaux Mandataire se fait par les deux mécanismes suivants :

■ Agrément sur qualification établi par Enedis

La liste des entreprises qualifiées par le Mandant en vue de la participation à la mise en concurrence prévue pour les études de réalisation et les travaux concernés est jointe en Annexe 5 : listes des entreprises qualifiées et critères d'agrément. Elle est communiquée, en tout état de cause, au Mandataire, au plus tard au moment de l'envoi des CCTP.

Les entreprises qualifiées figurant sur cette liste sont réputées agréées par le Mandant au titre de l'article L. 342-2 du code de l'énergie, sous réserve de son actualisation dans les conditions ci-dessous.

Cette liste peut être modifiée par Enedis afin de tenir compte de l'exclusion ou de l'entrée de nouveaux opérateurs économiques dans ledit système de qualification.

Avant, le lancement des procédures de sélection des offres, le Mandataire devra interroger par écrit le Mandant pour s'assurer du caractère actualisé de la liste des entreprises qualifiées jointe en Annexe 5.

Dans un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de la réception de la demande, le Mandant informe le Mandataire par écrit sur le caractère actualisé de cette liste et, à défaut, procède à la Notification au Mandataire de la liste actualisée des entreprises qualifiées, laquelle aura vocation à se substituer, sans aucune autre formalité, à celle jointe en Annexe 5 : listes des entreprises qualifiées et critères d'agrément.

La sélection de l'(des) Entreprises(s) Agréée(s) par le Mandataire respecte notamment les dispositions du code de de la commande publique.

■ Agrément sur qualifications établi par un tiers

Ces qualifications concernent uniquement les travaux de création de colonnes montantes ou de dérivation individuelle dans ces colonnes montantes. Ces entreprises doivent avoir la qualification Qualifelec logement, commerce, petit tertiaire (LCPT) avec mention Colonne Montante.

La liste des candidats ainsi que leurs réponses à la mise en concurrence sont communiquées pour information au Mandant.

3.3.2. Obligations du Mandataire

3.3.2.1 Etudes de réalisation, autorisations administratives, et servitudes sur les propriétés privées

Pour les Ouvrages Mandataires, le Mandataire est en charge de la réalisation des études de réalisation, du respect de la réglementation anti-endommagement notamment celles fixées par le Guide d'Application de la Réglementation relative au travaux à proximité des réseaux (Fascicule 1), du respect de la réglementation amiante, de l'obtention des autorisation administratives, des servitudes sur les propriétés privées (article L. 323-4 du code de l'énergie) traversées par les Ouvrages Mandataire et du passage en domaine public, au titre du présent Contrat.

La mandant transmet au Mandataire un avant-projet sommaire (APS) sur la base duquel le Mandataire fait l'étude de réalisation (voir Annexe 3 : avant-projet sommaire(APS)).

Le Mandataire est responsable de la bonne exécution des études de réalisation des Travaux Mandataire mentionnés à l'Article 3.1.2, conformément au Contrat et au CCTP Etudes, ainsi que selon les règles de l'art et conformément à la réglementation en vigueur.

Le Mandataire assume seul la relation avec l'(les) Entreprise(s) Agréée(s) désignée(s) et informe le Mandant de toute difficulté pouvant être rencontrée, et se charge d'y remédier sans délai et sous sa seule responsabilité. Ainsi, le Mandataire reconnaît que les défauts, malfaçons, non-conformités doivent être levés sous son entière responsabilité préalablement à la validation de l'étude de réalisation.

Le Mandataire accomplit tous les actes relatifs au contrôle des études de réalisation des Travaux Mandataire et au suivi du chantier (attachements, certificats de service fait, etc.) qu'il lui incombe d'exercer au nom et pour le compte du Mandant, mais sous sa seule responsabilité.

Le Mandataire est également redevable d'une obligation d'information à l'égard du Mandant quant aux missions qu'il assume, ainsi que d'une obligation de renseignement (impliquant en particulier de répondre aux questions du Mandant concernant les missions qu'il assume) et de conseil.

Le Mandataire reste responsable de l'exactitude et de l'exhaustivité des données contenues dans les études de réalisation transmises au Mandant, ainsi que des éventuels compléments ou des modifications que le Mandataire y apporte à la demande du Mandant, ainsi que de leur analyse et interprétation.

Le Mandant se réserve le droit d'accepter ou de refuser les études de réalisation du Mandataire transmises par le Mandataire dès leur achèvement. Dans les deux cas le Mandant pourra demander au Mandataire de modifier ou compléter ces dernières.

3.3.2.2 Respect des CCTP

Le Mandataire est responsable de l'application et du respect de l'ensemble des Exigences de Enedis, incluant les spécifications des CCTP que lui a remis le Mandant et la réglementation applicable (voir Annexe 7 : réglementation applicable).

Le Mandataire s'engage à faire respecter l'ensemble des Exigences de Enedis, incluant les spécifications des CCTP que lui a remis le Mandant par l'(les) Entreprise(s) Agréée(s). Le Mandataire communique au Mandant une copie du (des) contrat(s) signé(s) avec l'(les) Entreprise(s) Agréée(s).

3.3.2.3 Obligation d'information à la charge du Mandataire

Le Mandataire informe Enedis, dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de leur survenance :

- de tout évènement susceptible de conduire à des modifications ou de nécessiter de nouvelles autorisations administratives, notamment dans les cas suivants : découverte de vestiges archéologiques, modification des modes opératoires entraînant une modification de la procédure au titre de la loi sur l'eau, modification de tracé nécessitant une Déclaration d'Utilité Publique modificative, autorisations liées aux espèces protégées, etc. ;
- de toute modification dans les procédures d'achat et/ou dans le planning des Travaux Mandataire ayant une incidence significative sur l'exécution ou la nature des travaux ;
- de tout évènement lié à la sécurité ou à l'environnement ;
- de tout évènement significatif avec les tiers, les collectivités locales, les instances locales parties prenantes de la concertation.

Pour les accidents graves de tiers et/ou de l'environnement le Mandataire est tenu d'informer le Mandant dans l'heure de leur survenance.

4. Descriptions des phases travaux et de réception

Le Mandataire ne pourra signer l'ordre d'exécution des contrats d'achats directement liés à l'exécution des Travaux Mandataire, avant la validation de l'étude de réalisation par Enedis.

4.1. Prévention des risques Santé Sécurité

4.1.1. Réglementation anti-endommagement (DT-DICT)

Les responsabilités dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions du code de l'environnement (R 554-1 à R 554-38) sont celles fixées par le guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux et ses fascicules.

Le Mandataire, au sens de cette réglementation, est le responsable de projet pour les Travaux Mandataire et assure à ce titre la responsabilité de la déclaration de travaux (DT).

Pour les besoins spécifiques liés au respect du Guide d'Application de la Réglementation (Fascicule 1 : article 5.8), le Mandataire s'engage à :

- intégrer dans les pièces contractuelles des contrats de chaque Entreprise Agréée :
 - le dossier d'étude de réalisation pour les Travaux Mandataire, conforme au CCTP Etude ;
 - le CCTP Travaux s'appliquant aux Travaux Mandataire ;
 - les clauses techniques et financières particulières (CTFP) découlant du caractère aléatoire de l'exécution de certaines prestations identifiées à l'article 5.8.2 du Guide d'Application de la Réglementation - Fascicule 1,
- alerter sans délai Enedis de toute situation pouvant potentiellement aboutir à une remise en cause du projet dans sa consistance et/ou sa programmation,



- informer sans délais Enedis de tout dommage occasionné à un réseau par l'Entreprise Agréée ou son fournisseur,
- informer Enedis de tout arrêt de travaux dans la demi-journée (4 heures) de sa survenance et gérer les arrêts de travaux réglementaires avec l'Entreprise Agréée.

4.1.2. Coordination de sécurité

Le Mandataire est responsable de la prévention des risques liés aux Travaux Mandataire exécutés dans le cadre du Contrat. A ce titre, il lui appartient :

- de déterminer les mesures de prévention à mettre en œuvre avec les Entreprises Agréées pour assurer la sécurité et la protection de la santé sur le chantier de réalisation ;
- notamment de définir, le cas échéant, à quelle réglementation obéissent les travaux à réaliser :
 - réglementation générale applicable aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (Entreprise Agréée) ;
 - réglementation particulière BTP pour les opérations de bâtiment ou de génie civil,
- de s'assurer que toute entreprise en charge des Travaux Mandataire est informée des dispositions retenues pour prévenir les risques.

Réglementation générale :

La coordination générale des mesures de prévention a pour objet **d'assurer la prévention des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises** (entreprise utilisatrice et entreprises extérieures) présentes sur un même lieu de travail.

Pour les travaux relevant de la Réglementation générale applicable aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure, le Mandataire et chaque entreprise intervenante pour réaliser les Travaux Mandataires assument respectivement la responsabilité d'entreprise utilisatrice (EU) et d'entreprise extérieure (EE) au sens de la réglementation générale, et respectent à ce titre l'ensemble des obligations mises à leur charge par la réglementation.

Cette coordination générale des mesures de prévention ne porte pas sur les risques liés aux métiers et aux activités qui sont propres à chacune des entreprises, utilisatrice et extérieures, et qui sont contenus dans leur document unique d'évaluation des risques prévu par aux articles R. 4121-1 et suivants du Code du travail.

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est assumée par le Mandataire (en qualité de « chef de l'entreprise utilisatrice »).

Il s'agit notamment pour l'entreprise utilisatrice de :

- rechercher à éviter ou limiter les situations de co-activité et les interférences entre les entreprises extérieures présentes sur le chantier.
- conduire une analyse des risques liés aux travaux définis par le mandat, commune avec les Entreprises Agréées lors d'une inspection commune préalable (ICP).

A ce titre le Mandataire a pour obligation de :

- convier, préalablement à l'exécution des travaux, les entreprises extérieures (Entreprise(s) Agréée(s)) et le cas échéant leurs sous-traitants, Enedis, en sa qualité d'exploitant du réseau public de distribution (RPD) responsable des accès, ayant pu notamment réaliser les études amont nécessaires, le propriétaire du domaine privé, et les gestionnaires du domaine public routier à une inspection commune préalable (ICP) au plus tard trois (3) jours avant la date de début des travaux ;
- procéder, avec l'ensemble des parties prenantes, à un état des lieux de la zone de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition des entreprises extérieures, pour recueillir toutes les informations nécessaires à l'élaboration des mesures de prévention ;
- arrêter d'un commun accord et signer, avant le début des travaux, le plan de prévention (PP) définissant les mesures qui doivent être prises par chaque entreprise extérieure en vue de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises intervenantes ;

- délimiter les secteurs d'intervention, matérialiser les zones pouvant présenter des dangers ; indiquer les voies de circulation que sont autorisés à emprunter le personnel, les véhicules et engins de toute nature, les voies d'accès aux locaux et installations mis à disposition du personnel des entreprises extérieures ;
- organiser, pendant l'exécution des travaux, des inspections et réunions périodiques avec les entreprises extérieures qu'elle estime utile d'inviter, selon une périodicité qu'elle définit. Les éventuelles mesures prises à l'issue des inspections et réunions périodiques font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention ;
- convoquer a minima l'EE (ou les EE) et sous-traitant(s), l'exploitant Enedis, le propriétaire ou le représentant du syndic de l'immeuble (cf. chapitre précédent) et convier son CHSCT ;
- s'engager sur ses propres responsabilités en matière de prévention et sur les actions de prévention qui lui incombent ;
- prendre en compte, dans le PP, la Fiche Des Opérations (FDO), la présence d'amiante dans les matériels, produits et matériaux (DTA, RAT), l'utilisation de produits dangereux pour la santé, des retours des exploitants suite aux DT ou DT-DICT et aux éventuelles réunions sur site, des livraisons de matériels.

Réglementation particulière BTP :

Les « opérations particulières BTP » sont les chantiers de bâtiment ou de génie civil soumis aux obligations particulières découlant de l'article L. 4532-2 du code du travail et les autres chantiers clos et indépendants où sont amenés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises (sous-traitants inclus).

Pour les travaux relevant des opérations de bâtiment et de génie civil (articles R. 4532-1 et suivants du code du travail), le Mandataire désigne en application de ces dispositions un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (ci-après « CSPS »).

En cas de Travaux Mandataires s'inscrivant dans un projet plus global d'aménagement structurant impliquant notamment des travaux de voirie, d'assainissement, d'électricité, d'eau, de gaz, d'éclairage public et de signalisation, le Mandataire et le maître d'ouvrage du projet global se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de(s) intervention(s).

Le Mandataire informe chaque Entreprise Agréée intervenant de la désignation d'un CSPS et lui (leur) donne ses coordonnées. En outre, le Mandataire transmet les coordonnées de chaque entreprise intervenante au CSPS désigné.

Le Mandataire s'engage à faire respecter par ses prestataires intervenant sur les Travaux Mandataires l'ensemble des prescriptions émises par le CSPS.

4.1.3. Sécurité des tiers

Le Mandataire s'assure du respect des Exigences de Enedis notamment celles issues du CCTP Travaux en ce qui concerne la signalisation, le balisage et l'information du public des Travaux Mandataire.

4.1.4. Interface entre les Ouvrages Mandataire et l'Installation du Demandeur :

Le Mandataire, en concertation avec le Mandant, s'assurera de l'organisation de la coordination à l'interface sur les sujétions santé sécurité entre les Ouvrages Dédiés et l'Installation du Demandeur afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.

Lorsque, pour les besoins des Travaux Enedis ou dans le cadre des contrôles prévus à l'Article 4.3, le Mandant doit accéder au site des Travaux Mandataire ou des travaux de l'Installation du Demandeur, il en informe le Mandataire en respectant un délai de prévenance de minimum cinq (5) jours, sauf pour les cas de contrôles inopinés et sauf situations d'urgence. L'accès aux sites des Travaux Mandataire est conditionné au respect par le représentant du Mandant et les personnes accompagnatrices des consignes de sécurité émises par le Mandataire. A cette fin, le Mandataire fournira les consignes de sécurité au Mandant avant le démarrage des travaux.

4.1.5. Interface entre les Ouvrages Mandataire et les Ouvrages Enedis

Le Mandataire, en concertation avec le Mandant, s'assurera de l'organisation de la coordination à l'interface sur les sujétions santé sécurité entre les Ouvrages Mandataire et les Ouvrages Enedis afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.



4.2. Exécution des Travaux Mandataire

4.2.1. Principes généraux

Le Mandataire est responsable de la bonne exécution des Travaux Mandataire mentionnés à l'Article 3.1.2, conformément au Contrat et aux CCTP, ainsi que selon les règles de l'art et conformément à la réglementation en vigueur. Le Mandataire veille, sous sa seule responsabilité, à la réalisation des prestations conformément aux Exigences de Enedis contenues particulièrement dans les CCTP fournis par le Mandant.

Le Mandataire assume seul la relation avec l'(les) Entreprise(s) Agréée(s) désignée(s) et informe le Mandant de toute difficulté pouvant être rencontrée, et se charge d'y remédier sans délai et sous sa seule responsabilité. Ainsi, le Mandataire reconnaît que les défauts, malfaçons, non-conformités doivent être levés sous son entière responsabilité préalablement à la réception.

De même, le Mandataire reconnaît que les réserves exprimées lors de la réception doivent être levées sous son entière responsabilité postérieurement à la réception.

En outre, le Mandataire est responsable de la compatibilité technique entre les différentes phase/partie de travaux et est notamment seul responsable de l'interface entre les Travaux Mandataire et les travaux de l'Installation du Demandeur réalisés en propre par le Demandeur.

Le Mandataire est également redevable d'une obligation d'information à l'égard du Mandant quant aux missions qu'il assume, ainsi que d'une obligation de renseignement (impliquant en particulier de répondre aux questions du Mandant concernant les missions qu'il assume) et de conseil.

Le Mandataire désigne une personne physique en qualité de gestionnaire des Travaux Mandataire dont le nom est consigné en Annexe 1 : interlocuteurs des Parties pour le présent Contrat. Cette personne physique constitue l'interlocuteur du Mandant et de l'ensemble des intervenants concourant à la réalisation des Travaux Mandataire.

Le Mandant désigne une personne physique en qualité de représentant du Mandant dont le nom est consigné en Annexe 1. Cette personne physique constitue l'interlocuteur du Mandataire (notamment dans le cadre des réunions, de la transmission de documents officiels, etc.).

Le Mandataire rend compte au Mandant de la bonne exécution des missions qu'il assure au titre du présent Contrat. Il tient régulièrement le Mandant informé au moyen de comptes rendus hebdomadaires écrits et de plannings, mis à jour au minimum tous les semaines, de l'exécution de ses missions et de l'avancement des Travaux Mandataire.

Le Mandataire invite le Mandant à participer à des réunions avec le Mandataire ou les Entreprises Agréées, étant précisé que la participation ou l'absence de participation du Mandant ne libèrera en aucune manière le Mandataire de ses obligations au titre du présent Contrat.

Le Mandataire accomplit tous les actes relatifs au contrôle des Travaux Mandataire et au suivi du chantier (attachements, certificats de service fait, etc.) qui lui incombe d'exercer au nom et pour le compte du Mandant, mais sous sa seule responsabilité.

Le Mandataire transmettra au Mandant quatorze (14) jours à l'avance la planification de ses points de contrôles (dates, échantillon retenu pour le contrôle) afin de permettre au Mandant d'être présent s'il le souhaite.

Le Mandant et le Mandataire conviendront de contrôles permettant au Mandant de s'assurer du respect de ses obligations par le Mandataire, tel que défini en Annexe 8 : liste des contrôles réalisés par le Mandant pendant les Travaux Mandataire.

Plus généralement, lors de la réalisation des Travaux Mandataire, le Mandataire s'engage à respecter l'intégralité des règles applicables à l'exécution du Contrat dont il est réputé avoir pleinement connaissance.

Sans préjudice des contrôles exercés par le Mandant conformément à l'Article 4.3, les opérations suivantes doivent être préalablement approuvées par le Mandant, après transmission de l'intégralité des documents y afférents :

- renonciation à l'infliction d'une pénalité d'un montant supérieur à X (X) euros ;
- substitution d'une Entreprise Agréée d'un marché par un autre opérateur économique, sans préjudice de l'Article 3.3.1.3. ;



- signature d'une transaction avec une Entreprise Agréée ou signature de tout document portant acceptation de réclamation ou relatif au règlement d'un différend lié à l'exécution des Travaux Mandataire.

Le Mandataire communique au Mandant son approbation relative aux opérations susvisées et tous les documents y afférents dans un délai suffisant pour permettre à ce dernier l'instruction de la demande et en tout état de cause au moins trente (30) jours avant la date à laquelle le Mandataire est tenu de prendre sa décision à l'égard d'une Entreprise Agréée. Le Mandant se fait communiquer tout document complémentaire à ceux transmis par le Mandataire qu'il estime nécessaire à l'instruction de la demande d'approbation.

Les dépenses engagées par le Mandant pour procéder à l'instruction de ces demandes sont à la charge exclusive du Mandataire.

Le refus du Mandant à la demande du Mandataire de procéder aux opérations énoncées ci-dessus doit être écrit et motivé. Si le Mandant ne répond pas dans le délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande, celle-ci est réputée refusée. Toutefois, l'acceptation du Mandant ne dégage pas la responsabilité du Mandataire, vis-à-vis du Mandant ou des tiers, en cas de méconnaissance du droit de la commande publique.

4.2.2. Formalités nécessaires à l'exécution des Travaux Mandataire

Le Mandataire est tenu d'accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution du chantier pour la réalisation des Travaux Mandataire (déclaration d'ouverture de chantier, arrêté de voirie et de police de circulation...).

Il incombe au Mandataire de respecter toutes les obligations environnementales imposées par la réglementation en vigueur, ainsi que les modes opératoires issus de la consultation ou des autorisations des autorités compétentes.

Le Mandataire est responsable de la réalisation des états des lieux avant et après travaux. Il doit en attester par constats d'huissier afin d'en garantir l'opposabilité aux tiers à l'Avenant L. 342-2, notamment en cas de contestation pendant ou après les Travaux Mandataire. Il doit en outre remettre ces constats au Mandant étant précisé que la transmission de ces constats au Mandant n'a pas pour effet de dégager le Mandataire de sa responsabilité concernant le respect des Exigences de Enedis et la bonne exécution des travaux.

Le Mandataire devra respecter la réglementation anti-endommagement (notamment les articles R. 554-1 et suivants du code de l'environnement) et de rappeler à l'(aux) Entreprise(s) Agréée(s) concerné(s) qu'elle(s) est (sont) également tenu(s) de respecter cette réglementation.

4.2.3. Information du Mandataire en phase travaux

Le Mandataire informe par écrit le Mandant, dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de leur survenance :

- de tout évènement susceptible de conduire à des modifications ou de nécessiter de nouvelles autorisations administratives, notamment dans les cas suivants : découverte de vestiges archéologiques, pyrotechniques ou géologiques, modification des modes opératoires ou de planning entraînant une modification de la procédure au titre de la loi sur l'eau ou de la dérogation à la destruction d'espèces protégées, modification de tracé nécessitant une nouvelle Déclaration d'Utilité Publique (DUP) ou une convention d'occupation du domaine public ou un avenant à celle-ci, ou une nouvelle convention d'occupation du domaine public, modification entraînant la mise à jour des mesures d'évitement, réduction et compensation d'impacts ;
- de tout manquement, défaut, défaillance, non-conformité ou évènement ayant une incidence significative sur l'exécution ou la nature des Travaux Mandataire ;
- de tout évènement lié à l'environnement dans le cadre de l'exécution des Travaux Mandataire ;
- de tout évènement significatif avec les services de l'Etat, les tiers, les collectivités locales, les instances locales parties prenantes de la concertation.

Pour les accidents graves de tiers et/ou de l'environnement le Mandataire est tenu d'informer le Mandant dans l'heure de leur survenance.



La transmission au Mandant des informations visées ci-dessus n'a pour effet ni d'engager la responsabilité du Mandant ni de dégager le Mandataire de sa responsabilité. Le Mandataire demeure en tout état de cause tenu d'élaborer et de mettre en œuvre les mesures visant à minimiser les conséquences négatives de ces événements.

4.2.4. Interface entre les Travaux Mandataire et les Travaux Enedis

Le Mandataire demeure responsable de l'interface entre les Travaux Mandataire et les Travaux Enedis pour la partie Travaux Mandataire.

Lorsque des Travaux Enedis doivent être réalisés au sein d'un Poste Source (HTB/HTA), le Mandataire informe Enedis au plus tard trente (30) jours ouvrés avant la date de fin de ses travaux en limite de propriété du Poste Source.

Pour les raccordements BT dans les postes de transformation HTA/BT, le Mandataire s'assurera du respect du planning défini en 3.2. Il informe par écrit Enedis de toute modification cinq (5) jours ouvrés avant la date de travaux dans le poste HTA/BT programmé.

Pendant l'exécution des Travaux Mandataire, le Mandataire donne au représentant du Mandant l'accès à la documentation, aux données, aux études et à toute autre information pertinente pour faciliter une bonne coordination des travaux de raccordement.

4.3. Contrôles et essais exercés par le Mandant pendant la phase travaux exécutés sous la responsabilité du Mandataire

Le Mandataire assure le contrôle continu de l'exécution des travaux jusqu'à leur parfaite réalisation.

Le Mandataire assure les essais de continuité électriques des câbles et accessoires mis en œuvre, d'isolement des câbles et accessoires, d'isolement des écrans de câble avant la confection des accessoires. Il vérifie la valeur des terres et fait constater par constat d'huissier le couple de serrage des têtes de câbles à l'aide d'une clé dynamométrique. Le Mandataire met l'ensemble des résultats de ces essais et contrôles à disposition du Mandant.

Le Mandataire informe le Mandant, suffisamment à l'avance, de l'avancement de l'exécution des Travaux Mandataire conformément à l'Article 4.2.1, afin de permettre au Mandant de réaliser ou faire réaliser les contrôles sur pièces et sur place qu'il estimerait nécessaire sur les Travaux Mandataire. Le Mandataire prend toutes les dispositions nécessaires pour que ces contrôles puissent être réalisés dans les meilleures conditions.

Ces contrôles portent notamment sur le respect des Exigences de Enedis, de la réglementation en vigueur, et des règles de l'art. La liste des contrôles pouvant être exercés par le Mandant pendant les Travaux Mandataire figure en Annexe 8 : liste des contrôles réalisés par le Mandant pendant les Travaux Mandataire. Cette Annexe sera fournie au moment de la transmission de l'Avenant L. 342-2.

En cas de manquement identifié par le Mandant ou par tout représentant du Mandant dûment habilité, lors des contrôles, celui-ci est Notifié au Mandataire. Le Mandataire informe le(s) Entreprise(s) Agréée(s) des résultats des contrôles et leur précise les modalités de mise en conformité le cas échéant. Le Mandataire doit prendre toutes les mesures pour remédier à ces manquements dans les meilleurs délais.

La participation ou l'absence du Mandant aux essais et inspections ainsi que les commentaires éventuels formulés par le Mandant, ou le cas échéant l'absence de commentaires, n'ont en aucun cas pour effet ni d'engager la responsabilité du Mandant, ni de dégager celle du Mandataire concernant l'obligation de conformité des Travaux Mandataire aux Exigences de Enedis, aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur.

Lors de ces contrôles, le non-respect des Exigences de Enedis, de la réglementation en vigueur et des règles de l'art sont notifiés par écrit au Mandataire. Le Mandataire Notifie au Mandant sans délai et au plus tard dans les dix (10) jours calendaires, les mesures entreprises pour remédier aux manquements ou aux non-respects des Exigences de Enedis, aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur. Le Mandant peut selon les dispositions de l'Article 4.5 faire suspendre l'exécution des Travaux Mandataire.



4.4. Réception des Travaux Mandataire

Le Mandant prononce la réception des Travaux Mandataire.

La réception des Travaux Mandataire peut être prononcée sans ou avec réserves, lesquelles devront le cas échéant être levées dans les conditions définies ci-après.

4.4.1. Etapes conduisant à la réception des Ouvrages Mandataire par Enedis

4.4.1.1 Contrôle de la conformité des Travaux Mandataire par le Mandataire

Suite à la déclaration d'achèvement des Travaux Mandataire réalisée par l'(les) Entreprise(s) Agréée(s) à l'égard du Mandataire, qui est accompagnée du dossier conforme à exécution le CFAT, le Mandataire procède sous sa seule responsabilité à un contrôle de la conformité des Travaux Mandataire.

En cas de non-conformité, le Mandataire demeure responsable de prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre leur résorption, et ce préalablement à l'émission de la Déclaration de Conformité des Travaux Mandataires dans les conditions de l'Article 4.4.1.2.

4.4.1.2 Déclaration de Conformité des Travaux Mandataire à l'attention du Mandant

Une fois que les Travaux Mandataire ont été contrôlés et jugés conformes par le Mandataire au regard des Exigences de Enedis, ce dernier l'atteste formellement au travers d'une Déclaration de Conformité (ou encore avis conforme) adressée au Mandant, qui est complétée par la remise du CFAT de l'Ouvrage Mandataire conformément au CCTP Travaux.

Une obligation de résultat pèse sur le Mandataire quant à la fiabilité et la complétude des éléments communiqués au Mandant. Le Mandant se réserve le droit de solliciter des compléments. Cependant, le Mandant ne pourra pas être tenu responsable des éventuelles omissions, inexactitudes ou carences même involontaires du Mandataire dans les éléments communiqués.

En tout état de cause, le Mandataire est tenu de répondre aux questions formulées par le Mandant, et de lui communiquer, sur simple demande, l'ensemble des éléments et justificatifs démontrant la compatibilité entre les Ouvrages Mandataire et les Exigences de Enedis, sous quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

La Déclaration de Conformité datée et signée par le Mandataire est l'acte unilatéral par lequel ce dernier atteste au Mandant que :

- les Travaux Mandataire sont complètement achevés et conformes aux Exigences de Enedis ;
- toutes les contrôles décrites dans le CCTP relatif aux travaux concernés sont réalisées ;
- dans l'hypothèse de réserves mineures, les éventuelles corrections à apporter aux ouvrages sont identifiées, listées et transmises au Mandant par le Mandataire qui confirme qu'elles ne sont pas assimilables à des non conformités et qu'elles ne sont pas de nature à faire obstacle à la réalisation des Essais Enedis ;
- plus aucune personne ne travaille sur les Ouvrages Mandataire et tous les documents d'accès ont été restitués. Par ailleurs, toutes les Mise A la Terre et en Court-Circuit (MALT/CC) ont été déposées (ou sont identifiées) ;
- les Ouvrages Mandataire sont aptes à subir les Essais Enedis à réaliser par le Mandant ;
- l'ensemble des sommes dues à chaque Entreprise Agréée, excepté la retenue de garantie, ont été réglées par le Mandataire.

Cette Déclaration de Conformité ne lie aucunement le Mandant. Elle ne vaut en aucun cas réception des Travaux Mandataire sur lesquels elle porte.

Le Mandataire reconnaît que les conséquences notamment techniques et/ou financières générées par un manquement, une omission ou une erreur de sa part ou de l'(des) Entreprise(s) Agréée(s) pour la réalisation de Travaux Mandataires ne pourront pas être mises à la charge du Mandant et seront intégralement supportées par le Mandataire.

4.4.1.3 Droit de refus de réaliser les Essais Enedis préalables à la mise sous tension par Enedis en cas de manquement du Mandataire

Tout manquement du Mandataire aux obligations visées aux Articles 4.4.1.1 et 4.4.1.2 du Contrat qui serait constaté par le Mandant (au vu notamment des éléments communiqués au titre de l'Article 4.4.1.2) et qui présente des risques quant à la



sécurité des personnes et des biens, la sûreté du système électrique ou présentant un risque pouvant conduire à l'endommagement des Ouvrages Mandataire ou des Ouvrages Enedis, permet au Mandant de refuser la réalisation des Essais Enedis.

Le Mandataire est tenu de remédier aux manquements identifiés par le Mandant. Il appartient au Mandataire de définir les moyens à mettre en œuvre pour y remédier, sous sa seule responsabilité et à ses frais exclusifs.

Le Mandataire est seul responsable des conséquences notamment techniques, financières, et de délais générés par son (ou ses) manquement(s).

Le Mandataire reconnaît et accepte que la non-utilisation par le Mandant de son droit de refuser de réaliser les Essais Enedis ne peut être assimilée à une reconnaissance tacite de conformité des Travaux Mandataire aux Exigences de Enedis. Par conséquent, le Mandataire ne pourra pas se prévaloir d'une quelconque faute du Mandant pour s'exonérer, même partiellement, de sa responsabilité en cas de dommage de quelque nature que ce soit qui interviendrait préalablement à la réception des Ouvrages Mandataires par Enedis.

4.4.1.4 Réalisation des Essais Enedis

Jusqu'à la réception des Ouvrages Mandataire par le Mandant, les Ouvrages Mandataire sont réputés demeurer sous la responsabilité du Mandataire, qui a préalablement obtenu l'acceptation explicite des Entreprises Agréées qui acceptent la réalisation des Essais Enedis à leurs risques et sans que la responsabilité du Mandant ne puisse être recherchée.

La liste des Essais Enedis est spécifiée en Annexe 9 : modèle de garantie. Le Mandataire ou son représentant, et chaque Entreprise Agréée intervenante concernée, peuvent assister aux Essais Enedis.

En cas d'Essais Enedis jugés non concluants par Enedis, c'est à dire ne permettant pas la mise sous tension de l'ouvrage de raccordement dans les conditions de sécurité et sûreté imposés par les règles de gestion du RPD, le Mandant est en droit d'exiger la correction des défauts jusqu'à leur résorption. Il appartient au Mandataire de définir les moyens à mettre en œuvre pour corriger lesdits défauts, sous sa seule responsabilité. Le Mandataire prend toutes les mesures utiles pour intégrer ces règles dans le(les) marché(s) signé(s) avec l'(les) Entreprise(s) Agréée(s) à ses frais.

La défaillance et/ou l'éventuel endommagement des Ouvrages Mandataires est réputé(e) trouver sa cause dans un manquement du Mandataire et/ou de l'(des) Entreprise(s) Agréée(s) aux obligations susvisées. Le Mandataire tient Enedis indemne contre tout recours de l'(des) Entreprise(s) Agréée(s) susmentionnée(s) et/ou de tiers au(x) marché (s).

La responsabilité du Mandant ne pourra être recherchée, sauf à démontrer que la défaillance et/ou le dommage résulte d'une faute exclusive de sa part.

4.4.1.5 Remise et vérification du CFAT définitif

Les étapes de la remise et de la vérification du CFAT définitif sont les suivantes :

- vérification et validation du CFAT définitif par le Mandataire ;
- remise du CFAT définitif par le Mandataire au Mandant ;
- vérification et validation du CFAT définitif par le Mandant.

Le passage au processus décrit à l'Article 4.4.2 est subordonné à l'obtention d'Essais Enedis jugés concluants par le Mandant et à la remise du CFAT définitif complet par le Mandataire. Le Mandant Notifie au Mandataire l'achèvement de ces étapes, permettant à ce dernier de solliciter le passage à l'étape décrite à l'Article 4.4.2.

4.4.2. Réception des Ouvrages Mandataire

4.4.2.1 Principes généraux

La réception des Ouvrages Mandataire ne peut pas être tacite. Elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé par le Mandant, le Mandataire, et l'(es) Entreprise(s) Agréée(s), qui est établi en autant d'exemplaires originaux que de signataires. La date d'effet de la réception est précisée dans le procès-verbal de réception.



4.4.2.2 Modalités de réception des Ouvrages Mandataire

Le Mandataire notifie sous sa seule responsabilité au Mandant une attestation écrite et signée par son représentant légal, que les Travaux Mandataire sont conformes aux Exigences de Enedis et que les Ouvrages Mandataire sont en état d'être réceptionnés. Le Mandant s'engage à communiquer des dates d'essais prévisionnelles dans la Convention de Raccordement. Le planning des essais est co-construit, affiné et adapté au fur et à mesure de l'avancement des Travaux Mandataire et des Travaux Enedis.

Le Mandataire est chargé d'informer l'(es) Entreprise(s) Agréée(s) concernée(s) de la date et de l'heure des opérations de réception des Ouvrages Mandataire envisagée avec le Mandant au plus tard **X (X)** jours ouvrés avant celle-ci.

Cas 1 : Si les Ouvrages Mandataire sont jugés conformes par le Mandant, et que les Essais Enedis sont concluants, ce dernier prononce la réception, dans un délai de maximum **X (X)** jours à compter de la Notification mentionnée à l'Article 4.4.1.5.

Cas 2 : Si les Ouvrages Mandataire présentent des non-conformités, défauts, malfaçons, dont le Mandant estime qu'ils s'assimilent à des réserves mineures, et que les Essais Enedis sont concluants, Enedis prononce la réception avec réserves. Le Mandataire se charge de la Notification sans délai de ces réserves à l'(aux) Entreprise(s) Agréée(s) concernée(s) et s'assure que celles-ci procèdent aux travaux nécessaires à la levée des réserves dans les meilleurs délais. Après avoir vérifié que les travaux réalisés par l'(es) Entreprise(s) Agréée(s) permettent la levée des réserves, le Mandataire le Notifie au Mandant et lui remet une attestation de conformité ainsi qu'un dossier permettant au Mandant de s'assurer que les corrections réalisées permettent de lever les réserves. Le Mandant est seul habilité à décider de la levée des réserves et de la levée de la retenue de garantie.

Cas 3 : Si les Ouvrages Mandataires présentent des non conformités significatives, le Mandant est en droit de refuser la réception. Ce refus doit être motivé par le Mandant et Notifié au Mandataire qui s'engage à en informer sans délai l'(es) Entreprise(s) Agréée(s) concernée(s). En pareil cas, le Mandataire doit prendre toutes les mesures appropriées pour permettre la réception. Après s'être assuré de la parfaite exécution des mises en conformité, le Mandataire le Notifie au Mandant et lui remet une attestation de conformité ainsi qu'un dossier permettant au Mandant de contrôler que les rectifications apportées permettent de prononcer la réception. A l'issue de ce contrôle, le Mandant peut recourir aux cas 1, 2, ou 3 identifiés dans le présent Article.

4.4.3. Effets de la réception des Ouvrages Mandataire par le Mandant

La décision de réception par le Mandant emporte le :

- transfert de la responsabilité des Ouvrages Mandataire au Mandant ;
- transfert des risques liés aux Ouvrages Mandataire ;
- déclenchement des garanties légales et contractuelles.

A l'issue de la réception des Ouvrages Mandataire par le Mandant, ces derniers intègrent le RPD géré par Enedis, conformément à l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales.

A cette date, la garde de l'ouvrage réalisé sous le contrôle et la responsabilité du Mandataire et les risques y afférents sont transférés du Mandataire à Enedis.

La responsabilité du Mandataire pourra néanmoins être recherchée pour toute malfaçon, défaut, non-conformité, etc. identifié postérieurement à la réception.

A compter de la réception, le Mandataire s'interdit et interdit à l'(aux) Entreprise(s) Agréée(s) toute nouvelle intervention sur les Ouvrages Mandataire sans l'accord écrit préalable de Enedis.

Jusqu'à l'expiration des garanties, Enedis sera l'interlocuteur de l'(des) Entreprise(s) Agréée(s), à l'exception de la gestion et du règlement des réserves Notifiées dans l'acte de réception.

4.4.4. Délais de mise à disposition du raccordement

Les dispositions de l'article L. 342-3 du code de l'énergie, celles prises pour son application, sont applicables aux Travaux Mandataire.



De même, les articles des Conditions Particulières de la Convention de Raccordement par lesquels Enedis s'engage sur des délais de réalisation des ouvrages s'appliquent aux Ouvrages Enedis.

En cas de dépassement du délai de raccordement figurant dans la Convention de Raccordement, qui aurait pour effet de retarder le raccordement de l'Installation d'un (ou de plusieurs) autre(s) client(s) de Enedis, Enedis et le Mandataire seront responsables, chacun à proportion de leurs fautes respectives, des conséquences des recours exercés par le (ou les) client(s) de Enedis à raison du retard ainsi subi.

4.5. Suspension des Travaux Mandataire

Le Mandant peut faire suspendre l'exécution des Travaux Mandataire dans les conditions précisées ci-après en complément des stipulations de la Convention de Raccordement.

Le Mandant peut Notifier à tout moment au Mandataire sa décision de suspendre l'exécution d'une partie ou de la totalité des Travaux Mandataire. Le Mandant précise dans la Notification adressée au Mandataire le motif de la suspension, qui peut être lié soit à un risque pour la sécurité des biens et des personnes, soit à un manquement substantiel du Mandataire à ses obligations contractuelles, au titre des Exigences de Enedis.

En cas de risque pour la sécurité des biens et des personnes, la décision de suspendre prise par le Mandant est d'effet immédiat. Dans ce cas, le Mandataire s'engage à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour respecter cette décision sans délai.

En cas de manquement substantiel et si le Mandant estime que la situation ne présente pas un caractère d'urgence justifiant une suspension immédiate, la Notification précise la date à laquelle la décision de suspension prendra effet, en l'absence de levée des risques ayant mené à la Notification. Le Mandataire est tenu pendant ce délai de prendre les mesures qui s'imposent afin d'éviter le recours à la suspension.

A la réception de cette Notification, le Mandataire prend sans délai et au plus tard dans un délai de dix (10) jours calendaires, les mesures nécessaires pour suspendre l'exécution des Travaux Mandataire et remédier au(x) manquement (s) ou difficultés à l'origine de la suspension. Notamment, il :

- prend toutes les mesures nécessaires à la protection des personnels du Mandataire et de l'(des) Entreprise(s) Agréée(s), et
- protège, stocke et sécurise les Travaux Mandataire, et
- prend toutes les mesures nécessaires pour minimiser les coûts résultant de la suspension des Travaux Mandataire.

Le Mandant fait preuve de diligence pour valider les mesures proposées par le Mandataire pour lever les risques afin d'éviter une suspension des travaux. Le Mandataire est tenu de poursuivre l'exécution des Travaux Mandataire qui ne sont pas visés par la Notification de suspension.

La suspension des travaux intervient sans préjudice de l'application de l'Article 5.7 relatif à la résiliation.

Il est précisé que le Mandataire est tenu d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans le cadre de l'exécution des travaux qui lui sont confiés au titre de l'article L. 342-2 du code de l'énergie, et qu'il doit se conformer aux obligations mises à sa charge au titre du présent Contrat. Ainsi, il ne pourra prétendre à aucune indemnisation de quelque nature que ce soit si la suspension Notifiée par Enedis est justifiée par les motifs susvisés.

Une fois que les risques ayant menés à la suspension des Travaux Mandataire ont été levés par le Demandeur, celui-ci en informe le Mandant en lui précisant les mesures qui ont été mises en œuvre pour y remédier.

Si les éléments fournis sont jugés suffisants par le Mandant, ce dernier adresse au Demandeur une Notification de reprise des Travaux Mandataire en précisant la date à partir de laquelle ces travaux sont autorisés à reprendre.

5. DISPOSITIONS GENERALES

5.1. Dispositions financières

En application de l'article L. 342-2 du code de l'énergie, l'article D. 342-2-4 du même code dispose que « le demandeur [du raccordement] est néanmoins redevable du prix des ouvrages, sous réserve de l'application du 3 de l'article L. 341-2. La répartition des coûts entre le demandeur et le maître d'ouvrage mentionné aux articles L. 342-7 et L. 342-8 est conforme aux

Page : 22/51



équilibres financiers définis par ces mêmes articles. Le montant qui fait l'objet de la réfaction ne peut pas être supérieur à celui précisé dans la proposition de raccordement du maître d'ouvrage. Le contrat mentionné à l'article D. 342-2-2 en prévoit les modalités de paiement ».

5.1.1. Paiement des Travaux Mandataires exécutés par les Entreprises Agréées

Les Travaux Mandataires étant réalisés par le Mandataire à ses frais, le Mandataire procède directement au paiement de chaque Entreprise Agréée, sur la base des factures émises par l'Entreprise Agréée au nom d'Enedis, dont le montant correspond à celui du (des) devis de travaux accepté(s) par le Mandataire à l'issue de la sélection des Entreprises Agréées, menée en application de l'Article 3.3.1.3 du présent Contrat. Jusqu'à la réception sans réserve des Travaux Mandataires, le Mandataire garantit le Mandant indemne de toute demande de paiement ou de toute demande indemnitaire adressée par les Entreprises Agréées au Mandant.

Le Mandataire fournira au Mandant l'ensemble des documents permettant de justifier du respect de ses obligations avant la phase de réception, soit les factures et les justificatifs de règlement attestant que le Mandataire a effectivement payé les Entreprises Agréées, étant précisé que le Mandataire ne saurait être exonéré de sa responsabilité contractuelle du fait notamment de la transmission de ces documents et informations au Mandant.

5.1.2. Facturation de l'opération de raccordement et remboursement au Mandataire des Travaux Mandataire et de la réfaction prévue à l'article D 342-2-4 du Code de l'Energie

Une fois que (i) le Mandant a accusé réception de l'ensemble des documents permettant de justifier du respect de ses obligations par le Mandataire conformément à l'Article 5.1.1 du présent Contrat, et (ii) que la réception sans réserve a été effectuée conformément à l'Article 4.4.2 du présent Contrat, le Mandant établit la facture adressée au Mandataire, au titre de l'opération de raccordement, et qui comporte les éléments suivants :

- le coût hors taxe (HT) des études de réalisation et des travaux qui correspond à ce qu'a payé le Mandataire aux Entreprises Agréées conformément à l'Article 5.1.1 du présent Contrat ;
- la réfaction prévue à l'article L. 341-2 3° du code de l'énergie, dont le montant est calculé selon les règles de l'article D. 342-2-4 du même code, à partir du taux défini à l'arrêté du 30 novembre 2017 relatif à la prise en charge des coûts de raccordements aux réseaux publics d'électricité ;
- le montant HT des actes et travaux réalisés par le Mandant pour la réalisation des Travaux Mandataires. Il s'agit notamment des coûts de réalisation des contrôles par le Mandant ;
- le taux de la TVA applicable au montant total de ces éléments,
- moins le remboursement TTC des Travaux Mandataire.

Le Mandant assure le remboursement TTC des Travaux Mandataire au Mandataire (qui en aura préalablement justifié le règlement auprès des Entreprises Agréées dans les conditions définies à l'Article 5.1.1) via la minoration du montant facturé au titre de l'opération de raccordement comprenant la réfaction. Un montant net dû sera réglé par la partie débitrice à l'autre partie créancière de l'opération.

Conformément à l'article D. 342-2-4 du code de l'énergie, le montant de la réfaction reste, en tout état de cause, inférieur ou égal à celui prévu dans l'offre de raccordement de référence définie à l'Article 1 du présent Contrat.

Si la somme du montant des Travaux Mandataires, qui correspond au montant du (des) devis de travaux accepté(s) par le Mandataire à l'issue de la consultation des Entreprises Agréées, menée en application de l'Article 3.3.1.1 du présent Contrat, et du montant des Travaux Enedis, est strictement supérieur au montant de l'offre de raccordement de référence, le taux de réfaction s'applique au montant de l'offre de raccordement de référence.

En revanche, si la somme du montant des Travaux Mandataires, qui correspond au montant du (des) devis de travaux accepté(s) par le Mandataire à l'issue de la consultation des Entreprises Agréées, menée en application de l'Article 3.3.1.1 du présent Contrat, et du montant des Travaux Enedis, est strictement inférieur au montant de l'offre de raccordement de référence, le taux de réfaction s'applique au montant du (des) devis de travaux accepté(s) par le Mandataire.



Le Mandant assurera le remboursement Toutes Taxes Comprises des Travaux Mandataires au Mandataire qui en aura préalablement justifié le règlement auprès des Entreprises Agréées dans les conditions définies à l'Article 5.1.1. Ce remboursement viendra minorer le montant facturé au titre de l'opération de raccordement comprenant la réfaction. Un montant net dû sera réglée par la partie débitrice à l'autre partie créancière de l'opération.

5.2. Litige

5.2.1. Litige avec les tiers

Si le Mandant est assigné ou fait l'objet d'une demande contentieuse par un tiers au présent Contrat (Entreprise Agréée, concurrents évincés de la passation des marchés lancés par le Mandataire pour la préparation ou l'exécution de ses missions, voisins...), pour un motif en lien avec l'exécution des Travaux Mandataires, le Mandataire est tenu de prêter son concours au Mandant et d'assister ce dernier dans la défense de ses intérêts, jusqu'à épuisement de la procédure. Le Mandataire doit tenir indemne le Mandant de toute condamnation et de tous frais de procédure supportés par ce dernier, sans préjudice de la possibilité, pour le Mandant, d'appeler le Mandataire en garantie.

Si le Mandataire est assigné par un tiers au présent Contrat, pour un motif en lien avec l'exécution des Travaux Mandataires, il en informe sans délai le Mandant et lui adresse copie des écritures échangées.

Pour toute action intentée en demande par le Mandant en lien avec l'exécution des Travaux Mandataire, le Mandataire est tenu de prêter son concours au Mandant et d'assister ce dernier dans la défense de ses intérêts, jusqu'à épuisement de la procédure. En cas de demande reconventionnelle du défendeur à l'encontre du Mandant, le Mandataire doit tenir indemne le Mandant de toute condamnation et de tous frais de procédure supportés par ce dernier, sans préjudice de la possibilité, pour le Mandant, d'appeler le Mandataire en garantie.

5.2.2. Litige entre les Parties

En cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution du Contrat, les Parties se rencontrent en vue de rechercher une solution amiable.

A cet effet, la partie demanderesse adresse à l'autre Partie une demande précisant :

- la référence de l'Avenant L. 342-2 (titre et date de signature) ;
- l'objet de la contestation ;
- la proposition d'une rencontre en vue de régler à l'amiable le litige.

A défaut d'accord à l'issue d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande susvisée, chaque Partie peut saisir le Comité de Règlement des Différends et des Sanctions (CoRDIS) de la Commission de Régulation de l'Energie, pour les différends relevant sa compétence, conformément à l'article L. 134-19 du code de l'énergie.

Les litiges portés devant une juridiction sont soumis au Tribunal de Commerce de Paris.

5.3. Responsabilité

Les Parties sont responsables des dommages matériels et immatériels dans les conditions fixées par le présent Contrat. En revanche, aucune des Parties ne pourra être tenue responsable de dommages indirects.

Le Mandant est tenu envers le Mandataire des obligations qui lui incombent au titre du Mandat en sa qualité de Mandant.

Le Mandataire est tenu envers le Mandant des obligations prévues dans le Mandat. Il est tenu par les termes et les limites du Mandat.

Le Mandataire est tenu par une obligation de résultat quant au respect des exigences du présent Contrat et à la remise à Enedis d'Ouvrages Mandataire en état d'être réceptionnés et intégrés au RPD. A ce titre le Mandataire s'engage à se comporter vis-à-vis des tiers au présent Contrat comme le ferait un maître d'ouvrage diligent.

Le Mandataire a la responsabilité des Ouvrages Mandataire jusqu'à la réception par le Mandant conformément à l'Article 4.4.3.

Le Mandataire est en outre responsable de toutes ses missions contractuelles, sans qu'y fasse obstacle la survenance de la réception des Travaux Mandataire.



Outre l'engagement de la responsabilité du Mandataire par le Mandant en cas de méconnaissance de ses obligations au titre du présent Contrat, le Mandataire est responsable vis-à-vis des tiers de tous les dommages résultant de la mauvaise exécution ou de l'inexécution de ses obligations.

Il est notamment responsable pour les actions en responsabilité formées avant la date de réception, pour les dommages et les vices non apparents ou dont les conséquences ne sont pas révélées à la date de la réception, dans le cadre de son intervention auprès de l'(des) Entreprise(s) Agréée(s) pour la levée des réserves et si le dommage subi par un tiers trouve son origine dans des désordres affectant les Ouvrages Dédiés et pour tout dommage sans rapport direct avec la réalisation technique des Ouvrages Dédiés.

Dans l'hypothèse où le Mandataire considère que le Mandant doit supporter une part de responsabilité au titre des dommages subis, il lui appartient d'établir que les dommages qu'il entend imputer au Mandant résultent de sa faute directe et certaine. Pour ce faire, le Mandataire doit procéder, à ses frais, à une étude des causes et circonstances des dommages et à une analyse étayée des dommages qu'il soumettra au Mandant. Cette analyse et cette expertise visent à établir la réalité et l'étendue des dommages directement imputables au Mandant, sur la base de pièces justificatives fournies par le Mandataire. Ce mécanisme trouve à s'appliquer sans préjudice de l'Article 5.2.

En cas de désaccord entre les Parties, il est fait application de l'Article 5.2.2.

5.4. Garanties

La présente Garantie s'inscrit dans le cadre des dispositions énoncées aux articles L. 342-2 et D. 342-2-5 du code de l'énergie qui prévoient que (i) le Demandeur fait exécuter « à ses frais et sous sa responsabilité, les travaux de raccordement sur les ouvrages dédiés à son installation », et que (ii) « si le demandeur du raccordement ne met pas en service son installation, il supporte les coûts échoués liés au raccordement »

Le Demandeur garantit ainsi à Enedis le paiement de chacune des Entreprises agréées, conformément aux stipulations de l'Article 5.1.1, qui sont en charge au titre du présent Contrat, de l'exécution des études de réalisation et des Travaux Mandataire. Pour ce faire, le Demandeur s'engage à fournir avant la signature du présent Contrat une garantie financière signée par un tiers garant et prenant la forme soit d'une garantie autonome à première demande au sens de l'article 2321 du Code civil soit d'une caution solidaire. Le tiers garant peut-être un établissement bancaire ou bien une personne morale distincte du Demandeur et doit répondre notamment aux conditions énumérées ci-après sans que cette énumération soit exhaustive.

- la garantie autonome à première demande au bénéfice du Mandant est délivrée par un établissement bancaire domicilié en France bénéficiant de l'agrément visé par les dispositions de l'article L.511-10 du Code monétaire et financier ou bien par une personne morale distincte du Demandeur disposant d'une notation auprès des agences de notation au moins égale à A selon Standard and Poors ou Fitch ou A2 selon Moody's et ayant pouvoir et capacité de souscrire ladite garantie autonome. Le montant financier garanti par la garantie autonome à première demande (délivrée soit par un établissement bancaire, soit par une personne morale) sera celui établi par la PDR,
- la caution solidaire est délivrée soit par un établissement bancaire domicilié en France bénéficiant de l'agrément visé par les dispositions de l'article L.511-10 du Code monétaire et financier, soit par une personne morale distincte du Demandeur ayant pouvoir et capacité de souscrire ledit cautionnement solidaire et disposant d'une notation auprès des agences de notation au moins égale à A selon Standard and Poors ou Fitch ou A2 selon Moody's. Dans son engagement, la caution solidaire renonce au bénéfice de discussion et de division. Il est entendu par les parties qu'il ne peut y avoir qu'une seule et même caution qui garantit le paiement solidaire de la totalité des frais relatifs aux études de réalisation et des Travaux Mandataire. La caution est solidaire du Mandataire et s'engage solidairement au bénéfice du mandant au paiement de toutes les factures émises par chacune des Entreprises agréées retenues pour l'exécution des études de réalisation et des Travaux Mandataire ; lesquels frais sont en vertu des dispositions des articles L. 342.2 et D. 342-2-4 et suivants du Code de l'énergie à la charge du Mandataire.

Dans toutes les hypothèses, la garantie financière devra être établie conformément aux modèles figurant en Annexe 9 : modèles de garantie du présent Contrat.

Appel à garantie (Annexe 9 : modèles de garantie) :

Pendant toute la durée de la Garantie, cette dernière pourra être appelée à première demande par le Bénéficiaire, en tout ou partie et en une ou plusieurs fois, à concurrence du Montant Maximum Garanti, en adressant au Garant (avec copie

Page : 25/51



concomitante au Donneur d'Ordre), par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, une Notification d'Appel conforme au modèle figurant en Annexe 1 du modèle de garantie (Annexe 9). Tout paiement par le Garant en vertu de la Garantie réduira à due concurrence le Montant Maximum Garanti. La Notification d'appel précise le montant dont le paiement est demandé par le Bénéficiaire.

5.5. Assurances

Le Mandataire doit justifier de contrats d'assurances en cours de validité, ceux-ci devant garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages de toute nature (y compris dommages immatériels non consécutifs) causés aux tiers et au Mandant du fait notamment de l'exécution des études de réalisation et des Travaux Mandataires.

A ce titre, le Mandataire s'engage à acquitter les primes et cotisations afférentes aux dites polices d'assurance et de manière générale, à respecter l'ensemble de ses obligations, afin de couvrir l'ensemble de ses activités relatives à la réalisation des études de réalisation et des Travaux Mandataires du présent Contrat.

Le Mandataire doit produire, au moment de la signature du Contrat et à chaque renouvellement de ses contrats d'assurance, une attestation de son assureur indiquant la nature des garanties souscrites, le montant souscrit pour chaque nature de garantie, la durée des garanties.

Le Mandataire doit informer le Mandant des modifications, suspension ou résiliation de ses contrats d'assurance.

Le mandataire doit s'assurer que le(s) Entreprises(s) Agréées(s) désignée(s) disposent de contrats d'assurances en cours de validité, ceux-ci devant garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils peuvent encourir en cas de dommages de toute nature causés aux tiers et au Mandant.

L'existence de ces contrats d'assurance ne pouvant en aucun cas être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités encourues par le Mandataire au titre du Contrat.

5.6. Durée

Le Contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties.

Le présent Contrat prend fin à la date de réception sans réserve ou à la date de levée de l'ensemble des réserves si des réserves ont été émises par le Mandant à la réception.

Le Mandataire reste cependant tenu des obligations contractuelles expresses dont l'exécution s'étend le cas échéant postérieurement à la date de réception sans réserve ou à la date de levée de l'ensemble des réserves tel que ci-dessus, ou à la fin anticipée du présent Contrat et sera également tenu d'assurer le suivi des litiges et contentieux éventuels qui seraient liés à l'exécution des Travaux Mandataires jusqu'à leur résolution définitive. Il pourra par ailleurs voir sa responsabilité engagée dans les conditions prévues par le présent Contrat.

5.7. Résiliation

5.7.1. Résiliation pour faute

En cas de manquement par l'une des Parties à ses obligations essentielles (la «Partie Défaillante»), l'autre Partie, (la « Partie Non Défaillante ») pourra résilier le Contrat au moyen d'une Notification adressée par lettre recommandée avec avis de réception (la « Notification de Résiliation »), soixante (60) jours après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée à la Partie Défaillante, la mettant en demeure de remédier au manquement constaté et, pour les manquements auxquels il ne pourrait être remédié, de présenter ses observations.

La résiliation interviendra si la mise en demeure reste infructueuse ou si l'autre Partie ne fournit pas d'observations appropriées, à l'expiration du délai précité.

En tout état de cause, la résiliation prendra effet le jour de la Notification de Résiliation.



Dans les cas suivants la résiliation peut être prononcée par la Partie Non Défaillante quarante-huit (48) heures après une mise en demeure et avec effet immédiat :

- si l'autre Partie s'est livrée, à l'occasion du Contrat, à des actes frauduleux (notamment violation des lois anti-corruption, dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique) ;
- si l'autre Partie a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts sur sa société, l'(les) Entreprise(s) Agréé(e)s, ses sous-traitants éventuels, son processus-qualité, ses produits, ayant un impact défavorable sur l'objet du Contrat.

La résiliation intervient sans préjudice du droit, pour la Partie Non Défaillante, d'être indemnisée de l'intégralité des conséquences dommageables du (ou des) manquement(s) commis par la Partie Défaillante et notamment de ceux à l'origine de la résiliation.

5.7.2. Résiliation sans faute par le Mandant

Le Mandant peut résilier le présent Contrat dans chacun des cas suivants :

- en cas de cessation d'activité du Mandataire ou de toute modification ne permettant plus au Mandataire de respecter les obligations qui lui incombent au titre du Contrat ;
- en cas de liquidation judiciaire du Mandataire, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ; à cet effet, la déclaration de cessation de paiement et le jugement instituant la liquidation judiciaire du Mandataire sont immédiatement transmis par ce dernier au Mandant. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du Contrat ;
- en cas de non-obtention des autorisations administratives éventuellement requises pour la réalisation des Travaux Mandataire pour une cause non imputable au Mandataire ou au Mandant, huit (8) jours ouvrés après une Notification de résiliation adressée par le Mandant au Mandataire.

Cette résiliation ne donne pas lieu au versement d'indemnités par le Mandant au Mandataire.

5.7.3. Résiliation sans faute par le Mandataire

Le Mandataire peut résilier le présent Contrat pour tout motif légitime et notamment en cas de refus de réception des Travaux Mandataire par le Mandant lorsque ce refus ne correspond pas au cas 3 de l'Article 4.4.2.2 du Contrat.

Cette résiliation prend effet dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification de la décision de résiliation du Mandataire au Mandant.

Le Mandataire tient indemne le Mandant de toutes les conséquences notamment financières résultant de cette résiliation et demeure responsable de la remise en état des emplacements sur lesquels les travaux mandataires ont été réalisés.

5.7.4. Conséquences de la résiliation de la Convention de Raccordement sur le Contrat

En cas de résiliation de la Convention de Raccordement pour quelque raison que ce soit le Mandataire perd ses droits dans la file d'attente, le présent Contrat sera automatiquement résilié sans indemnité de part et d'autre.

5.7.5. Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation du présent Contrat pour quelque cause que ce soit, le Mandant et le Mandataire réalisent, de manière contradictoire, et sur la base d'éléments objectifs (constat écrit, photos, etc.), un état des lieux sur l'état d'avancement des Travaux Mandataire au moment de la résiliation. Le Mandant et le Mandataire pourront faire appel à des experts indépendants. L'état des lieux donne lieu à un procès-verbal signé par le Mandant et le Mandataire, qui vaut accord sur l'état d'avancement des Travaux Mandataire au moment de la résiliation.



5.8. Force majeure

Aucune Partie ne sera responsable de l'inexécution de ses obligations si cette inexécution a pour cause la survenance d'un événement de force majeure tel que défini par l'article 1218 du code civil et la jurisprudence des tribunaux français.

Les Parties n'encourent aucune responsabilité et ne sont tenues d'aucune obligation de réparation au titre des dommages subis par l'une ou l'autre du fait de l'inexécution de tout ou partie de leurs obligations contractuelles, lorsque cette inexécution a pour cause la survenance d'un événement de force majeure. Les obligations contractuelles des Parties, à l'exception de celle de confidentialité, sont alors suspendues pendant toute la durée de l'événement de force majeure.

La Partie qui invoque le cas de force majeure doit le Notifier à l'autre Partie, dans les meilleurs délais, en lui précisant les motifs, les conséquences prévisibles et la durée probable de l'événement en cause. Elle prendra toutes les mesures qui s'imposent pour limiter ces conséquences et leur durée probable. L'achèvement de la force majeure est constaté contradictoirement par les Parties, par écrit.

Si, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours courant à partir de l'achèvement de la force majeure constaté dans les conditions définies ci-avant, la Partie qui invoque la force majeure est toujours dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations, l'autre Partie pourra résilier le Contrat, après un préavis de quinze (15) jours.

Si la résiliation n'est pas décidée, les Parties doivent convenir d'un nouveau délai d'exécution qui tient compte de la durée nécessaire pour remédier aux conséquences de la force majeure.

Dans le cas où la force majeure et/ou ses conséquences perdurent plus de trois mois à compter de la survenance de la force majeure, la Partie la plus diligente pourra résilier le Contrat, après un préavis de quinze (15) jours.

5.9. Confidentialité

En application des articles L. 111-73 et R. 111-26 du code de l'énergie, le Mandant préserve la confidentialité des informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique dont la communication serait de nature à porter atteinte aux règles de concurrence libre et loyale et de non-discrimination imposée par la loi.

Les Parties s'engagent à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations, de quelque nature que ce soit, réserve étant cependant faite des informations à l'égard desquelles la Partie qui les reçoit peut apporter la preuve :

- qu'elles étaient licitement en sa possession avant de les recevoir de l'autre Partie ;
- ou qu'elles étaient, à la date de signature du Contrat ou ultérieurement, tombées, dans le domaine public ;
- ou qu'elles lui ont été communiquées par un tiers de bonne foi sans que ce tiers ait exigé d'engagement de confidentialité à leur égard.

Les engagements souscrits par les Parties dans le cadre du présent Article survivront à l'expiration du Contrat pendant une période de cinq (5) ans.

Il est expressément convenu que le Contrat ne donne lieu à aucun transfert de droits de propriété intellectuelle entre les Parties.

5.10. Restitution de documents à l'issue de l'exécution du Contrat

En fin d'exécution du Contrat, le Mandataire transmet au Mandant :

- l'ensemble des données et informations recueillies dans le cadre de l'exécution du Contrat ; et
- l'ensemble des dossiers et éléments réalisés dans le cadre de l'exécution du Contrat.

Le Mandataire restitue également l'ensemble des documents matériels et immatériels qu'il a reçus de la part du Mandant dans le cadre de l'exécution du Contrat.

Il communique plus généralement au Mandant tous les documents relatifs aux Ouvrages Dédiés et destinés à en assurer la maintenance et le bon fonctionnement.

Ces transmissions et restitutions interviennent à la fin normale ou anticipée du Contrat telle qu'indiquée à l'Article 5.6 du Contrat.

Elles n'ouvrent droit à aucune indemnité au bénéfice du Mandataire.

Fait en deux (2) exemplaires originaux.

LISTE DES ANNEXES

| | |
|--|----|
| Annexe 1 : interlocuteurs des Parties pour le présent Contrat..... | 33 |
| Annexe 2 : prescriptions administratives pour la consultation des prestataires | 34 |
| Annexe 3 : avant-rojet sommaire (APS) | 36 |
| Annexe 4 : CCTP et Chapitres des CCTP applicables..... | 37 |
| Annexe 5 : listes des entreprises qualifiées et critères d'agrément..... | 39 |
| Annexe 6 : planning des étapes principales des Travaux du Mandataire | 40 |
| Annexe 7 : réglementation applicable..... | 41 |
| Annexe 8 : liste des contrôles réalisés par le Mandant pendant les Travaux Mandataire..... | 44 |
| Annexe 9 : modèles de garantie | 45 |



Annexe 1 : interlocuteurs des Parties pour le présent Contrat

| Coordonnées du Mandataire (adresse, courriel, tél) | Coordonnées du Mandant (adresse, courriel, tél) |
|---|---|
| <p>Non Prénom : Adresse :</p> <p>Tel :</p> <p>Courriel :</p> | <p>Non Prénom : Adresse :</p> <p>Tel :</p> <p>Courriel :</p> |
| Coordonnées du Représentant du Mandataire (adresse, courriel, tél) | Coordonnées du Représentant du Mandant (adresse, mail, tél) |
| <p>Non Prénom : Adresse :</p> <p>Tel :</p> <p>Courriel :</p> | <p>Non Prénom : Adresse :</p> <p>Tel :</p> <p>Courriel:</p> |



Annexe 2 : prescriptions administratives pour la consultation des prestataires

Les prescriptions définies ci-après sont les conditions administratives minimales que le Mandant demande au Mandataire de respecter afin de consulter les prestataires qu'il souhaite pour la réalisation des ouvrages.

Prescriptions administratives communes à tous les prestataires

| Rubrique | Définition | Pièces à détenir par le Producteur et à tenir à disposition d'Enedis |
|-------------------------|---|--|
| Assurances RC actuelles | Posséder une assurance Responsabilité Civile Générale, une assurance Responsabilité Civile Décennale, une assurance de Génie Civil en cours de validité couvrant les activités actuelles de l'entreprise. | Attestation de l'assureur |

Cas des entreprises établies ou domiciliées en France

| Rubrique | Définition | Pièces à détenir par le Producteur et à tenir à disposition d'Enedis |
|-----------------------------------|--|--|
| Existence légale | Avoir une forme juridique adaptée et déclarée. | Extrait du Kbis de moins de 3 mois |
| Dirigeant | Le chef d'entreprise ne doit pas être l'objet de sanctions (interdiction de gérer, faillite personnelle, comblement de passif, etc.) | Attestation sur l'honneur |
| Lutte contre le travail dissimulé | Le chef d'entreprise atteste sur l'honneur que le travail est réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à 1221-12, L. 3243-1 à 3243-5 et R. 3241-1 du Code du travail. | Attestation sur l'honneur |
| Cotisations sociales et fiscales | Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales. | État annuel des certificats reçus |

Cas des entreprises établies ou domiciliées hors de France

Liste des documents rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

| Rubrique | Définition | Pièces à détenir par le Producteur et à tenir à disposition d'Enedis |
|-----------------------------------|--|--|
| Existence légale | Avoir une forme juridique adaptée et déclarée. | un document émanant des autorités tenant le registre professionnel certifiant l'inscription à ce registre. |
| Dirigeant | Le chef d'entreprise ne doit pas être l'objet de sanctions (interdiction de gérer, faillite personnelle, comblement de passif, etc.). Le chef d'entreprise doit fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du Code du travail ou de documents équivalents. | Attestation sur l'honneur |
| Lutte contre le travail dissimulé | Le chef d'entreprise atteste sur l'honneur que le travail est réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à 1221-12, L. 3243-1 à 3243-5 et R. 3241-1 du Code du travail. | Attestation sur l'honneur |
| Cotisations sociales | Un document attestant : <ul style="list-style-type: none"> ■ de la régularité de la situation sociale au regard du règlement relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non-salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de l'Union Européenne ; ■ ou d'une convention internationale de sécurité sociale. | Document défini ci-contre |
| Cotisations fiscales | Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du Code général des impôts. Si le candidat n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. | Document défini ci-contre |

Annexe 3 : avant-projet sommaire (APS)



Annexe 4 : CCTP et Chapitres des CCTP applicables

| CCTP applicables pour le Travaux Mandataire | Applicable |
|---|------------|
| CCTP Etudes | X |
| CCTP Etude de sol | |
| CCTP Détection | |
| CCTP RAT Amiante | |
| CCTP Forage | |
| CCTP Travaux | X |

- Pour réaliser les **études de réalisation** des Ouvrages Mandataires, les chapitres du CCTP qui s'appliquent sont ceux marqués d'un X, à savoir :

| N° | Articles du CCTP Etude à utiliser pour réaliser la prestation | Applicable |
|-----|--|------------|
| | Avant-propos | X |
| 1. | Définitions | X |
| 2. | Cadre générale | X |
| 3. | Dispositions générales et obligations des parties | X |
| 4. | Hygiène et sécurité | X |
| 5. | Prestations communes à toutes les études | X |
| 6. | Prestations particulières pour les études aériennes | |
| 7. | Prestations particulières pour les études souterraines | |
| 8. | Prestations particulières pour les études d'un branchement sans adaptation du réseau | |
| 9. | Prestations particulières pour les études d'une colonne électrique | |
| 10. | Livrables des études fournis par le Titulaire | X |
| 11. | Autocontrôle et contrôle de l'exécution du marché | X |
| 12. | Réception | X |
| 13. | Annexes | X |

- Pour réaliser les **travaux** des Ouvrages Mandataires, les chapitres du CCTP qui s'appliquent sont ceux marqués d'un X, à savoir :

| N° | Articles du CCTP Travaux à utiliser pour réaliser la prestation | Applicable |
|-----|--|------------|
| | Avant-propos | X |
| 1. | Définitions | X |
| 2. | Cadre générale | X |
| 3. | Dispositions générales et obligations des parties | X |
| 4. | Hygiène et sécurité | X |
| 5. | Aspects environnementaux | X |
| 6. | Prestations de branchement individuel <36kVA sans adaptation de réseau | |
| 7. | Prestations de travaux de génie-civil | |
| 8. | Prestations de travaux en sous-section 4 sur des matériaux amiantés | |
| 9. | Prestations de travaux électriques | |
| 10. | Prestations de travaux de colonne électriques | |
| 11. | Prestations de relevé géoréférencés des ouvrages | |
| 12. | Prestations de contrôles et de réception des ouvrages | X |
| 13. | Annexes | X |

Annexe 5 : listes des Entreprises Agréées

[listes à compléter pour chaque projet] :

Annexe 6 : planning des étapes principales des Travaux du Mandataire

[A compléter pour chaque projet] :

Annexe 7 : réglementation applicable

Les principales Réglementations à respecter pour construire les Ouvrages Mandataire (versions consolidées à date) :

- application des textes réglementaires, des normes, des guides techniques et des procédures de contrôle du domaine,
- application des prescriptions techniques remises par Enedis.

| Type | Référence | Date | Titre ou sujet | Disponibilité |
|---|-------------------------------|--------------|--|--|
| Opération d'organisation générale | ISO 9001 | 2008 | Systèmes de management de la qualité — Exigences | AFNOR |
| | ISO 14001 | 2004 | Systèmes de management environnemental — Exigences et lignes directrices pour son utilisation | AFNOR |
| | Code du travail | A date | Article R. 3243-1 du Code du travail – Bulletin de paie des salariés | www.legifrance.gouv.fr |
| | Code du travail | A date | Articles L. 1221-10 à 1221-12, L. 3243-1 à 3243-5 et R. 3241-1 du Code du travail – lutte contre le travail dissimulé | www.legifrance.gouv.fr |
| | Code du travail | A date | Articles L. 4511-1 et R. 4511-1 et suivants du code du travail – Préventions des risques liés à certaines opérations | www.legifrance.gouv.fr |
| | Code du travail | A date | Articles L. 4531-1 et R. 4532-1 et suivants du code du travail – Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé | www.legifrance.gouv.fr |
| | DECRET | Avr. 2002 | Décret n° 2002-540 relatif à la classification des déchets | www.legifrance.gouv.fr |
| | DECRET | Juil. 2001 | Décret n° 2001-630 relatif à la confidentialité des informations détenues par les gestionnaires de réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité | www.legifrance.gouv.fr |
| Opération sur des ouvrages ou matériels électriques | ARRETE | 17 mai 2001 | Conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique | www.legifrance.gouv.fr |
| | ARRETE | Déc.2015 | Compétences de personnes intervenantes dans les travaux à proximité des réseaux | www.legifrance.gouv.fr |
| | DECRET | Janv. 1965 | Décret N° 65-48 du 08/01/65 Protection des travailleurs (version 2008 tenant compte du décret 2008-244 du 7 mars 2008). | www.legifrance.gouv.fr |
| | UTE C 11-001 | Août 2001 | Conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ; Arrêté technique du 17 mai 2001 illustré | AFNOR |
| | NF C11-201 NF C11-201 A1 | Octobre 1996 | Réseaux de distribution publique d'énergie électrique – Règles de construction | AFNOR |
| | SEQUELEC | A date | Guides et Fiches SéQuélec applicables | Enedis |
| | UTE C30-300 | Juin 1995 | Règles de l'Art sur les conditionnements et la manutention des câbles, des conducteurs nus et des matériels de raccordement dans les parcs et dépôts. | AFNOR |
| | UTE C30-301 | Juin 2001 | Règles de l'Art sur pour le transport routier des câbles, des conducteurs nus et des matériels de raccordement | AFNOR |
| | NF C 18-510 | Janvier 2012 | Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique - Prévention du risque électrique | AFNOR |
| | NF C 14-100 | Février 2008 | Installation de Branchement à Basse tension | AFNOR |
| | Guide SéQuélec | A date | Installation de postes HTA/BT | Enedis |
| | CPPRE | 2015 | Carnet de Prescription Prévention du Risque Electrique | Enedis |
| | Enedis-PRDE-H.4.1-08 | 2016 | Procédure de mise en et hors exploitation | Enedis |
| | PSEDO Enedis-PRDE-J.5.2-01 | 2016 | Prescription de sécurité de l'exploitant Enedis au donneur d'ordre (PSEDO) | Enedis |
| | Enedis-PRDE-H.8.5-02-V1 | 2010 | Méthode de diagnostic sur les réseaux HTA souterrains | Enedis |
| | Enedis-PRDE-H.8.5-02-V1 | 2010 | Méthode de diagnostic sur les réseaux HTA souterrains | Enedis |

| Type | Référence | Date | Titre ou sujet | Disponibilité |
|---------------------------|--------------------|---------------------------|--|---|
| Opération de Terrassement | Décret | A date | Décret n° 1991-1147 du 14 octobre 1991 applicable au 1er juillet 2012 Relatif à la réforme anti-endommagement et ses décret modificatifs | www.legifrance.gouv.fr |
| | Guide | Septembre 2016 | Guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux (Fascicule 1, 2 et 3) | http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr/ |
| | Décret | Mai 2017 | Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 Relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et ses décrets modificatifs | www.legifrance.gouv.fr |
| | Décret | Mai 2012 | Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 Relatif aux risques d'exposition à l'amiante, ses arrêtés d'application et normes associées (NF X 46-10, NF X 46-11, NF X 43-269, NF X 43-50, Norme ISO 16000-7) | www.legifrance.gouv.fr |
| | Décret | Janv. 1965 | Décret N° 65-48 du 08/01/65 Protection des travailleurs (version 2008 tenants compte du décret 2008-244 du 7 mars 2008). | www.legifrance.gouv.fr |
| | ARRETE | Fév. 2012 | Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux : Articles 22 et 25 de l'Arrêté du 15 février 2012, modifié par l'Arrêté du 22 décembre 2015 | www.legifrance.gouv.fr |
| | NF X 46-020 | Août 2017 | Repérage Amiante dans les immeubles bâtis | AFNOR |
| | NF P98-331 | Fév. 2005 | Chaussées et dépendances - Tranchées : ouverture, remblayage, réfection | AFNOR |
| | NF P 98-332 | Fév. 2005 | Chaussées et dépendances - Règles de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinage entre les réseaux et les végétaux | AFNOR |
| | NF P11-300 | Sept 1992 | Exécution des terrassements - Classification des matériaux utilisables dans la construction des remblais et des couches de forme d'infrastructures routières | AFNOR |
| | NF P11-301 | Déc. 1994 | Exécution des terrassements - Terminologie | AFNOR |
| | NF P94-063 | Juin 2011 | Contrôle de la qualité du compactage | AFNOR |
| | GUIDES SETRA-LPLC | 1994 | Remblayage des tranchées et réfection des chaussées | CEREMA |
| | Guide SéQuélec | A date | Installation de postes HTA/BT | Enedis |
| | Livret FSTT | A date | Forages dirigés - recommandations | http://www.fstt.org |
| | CODE | A date | le code de la voirie routière | www.legifrance.gouv.fr |
| | ARRETE | Nov. 1992 | Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière 8ème Partie : Signalisation temporaire | http://www.equipement.sdelaroute.equipement.gouv.fr/publication-de-l-arrete-du-6-a248.html |
| Règlement de voirie | A date | Communal Départemental | Commune Conseil Générale ou Départemental | |
| Opération de Cartographie | ARRETE | Fév. 2013 | Arrêté du 19 février 2013 encadrant la certification des prestataires en géoréférencement et en détection des réseaux, et mettant à jour des fonctionnalités du téléservice "reseaux-et-canalizations.gouv.fr" | www.legifrance.gouv.fr |
| | Livret FSTT | A date | Utilisation d'un gyroscope pour le recollement d'ouvrages | http://www.fstt.org |
| | PRDE B.9.2.1-01 V3 | 2015 | Etablissement et mise à jour de fonds de plans GE | Enedis |
| | PRDE B.9.2.1-02 V3 | 2015 | Report d'ouvrages électriques sur un plan GE | Enedis |
| | PRDE B.9.2.1-03 V3 | 2015 | Lever topographique d'ouvrages électriques après travaux | Enedis |
| | B.9.2.1-05 V3 | 2015 | Détection d'ouvrages électriques souterrains | Enedis |
| | B.9.2.1-07 V1 | 2013 | Guide de relevé 3D par cotations des ouvrages électriques | Enedis |
| | B.9.2.1-08 V1 | 2015 | Plan géo référencé des ouvrages construits | Enedis |
| | B.9.2.2-01 V3 | 2015 | Exigences en matière de levers topographiques | Enedis |
| | B.9.2.3-07 V3 | 2015 | Représentation cartographiques des objets à la norme V2+ 2015 | Enedis |
| | B.9.2.3-08 V1 | 2015 | Confection des plans à grande échelle (GE) à la norme V2+ au format DGNV8-2015 | Enedis |
| | B.9.2.3-09 V1 | 2015 | Représentation cartographique des objets à la norme V3-2015 | Enedis |



| Type | Référence | Date | Titre ou sujet | Disponibilité |
|------|---------------|------|--|---------------|
| | B.9.2.3-10 V1 | 2015 | Confection des plans à grande échelle (GE) à la norme V3 au format DGNV8-2015 | Enedis |
| | B.9.2.1-09 | 2015 | Détection géo référencée de marqueurs posés sur des ouvrages électriques souterrains | Enedis |
| | | | | |

Annexe 8 : liste des contrôles réalisés par le Mandant pendant les Travaux Mandataire

Contrôles de tranchée

- le respect de la coupe type de chaque tronçon,
- le respect de l'inter distance entre chaque canalisation (arrêté technique du 17 mai 2001),
- le compactage et le respect des objectifs de densification (Cahier des charges Technique, Guide Setra),
- les matériaux de remblais utilisés ainsi que les bons de livraisons,
- la qualité des réfections de chaussées,
- la cohérence des bons de livraisons avec les matériaux utilisés.

Contrôles du Matériel

- la conformité du matériel au référentiel technique d'Enedis, (<http://camae.erdf.fr/>) et de sa pose (fiche SeQuelec,
- le respect du matériel posé à celui défini par l'étude de réalisation,
- la conformité de la technique de déroulage et de pose des câbles aux normes UTE C30-300 et UTE C30-301,
- la cohérence des bons de livraisons avec les matériels utilisés.

Contrôles électriques

- la continuité électrique des câbles et accessoires mis en œuvre,
- l'isolement des câbles et accessoires mis en œuvre,
- l'isolement des écrans de câble avant la confection des accessoires,
- la valeur des terres,
- le couple de serrage appliqué sur les têtes de câbles à l'aide d'une clé dynamométrique et constaté par huissier.

Les PV d'essais et de contrôles sont intégrés au dossier des Travaux de raccordement exécutés.]

Annexe 9 : modèles de garantie

GARANTIE AUTONOME A PREMIERE DEMANDE

(la « **Garantie** »)

EMISE PAR :

[●], établissement de crédit au capital de EUR [●], dont le siège social est situé [●], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [●], sous le numéro [●], représentée par [●], dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après, le « **Garant** »),

Ou bien

[●], société anonyme [●] au capital de [●], dont le siège social est situé au [●], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [●] sous le numéro [●], autorisé par le conseil d'administration en date du [...] conformément aux dispositions des articles L.225.35, L.225.68 du code de commerce et déclarant avoir pris connaissance du contrat de mandat conclu par acte sous seing privé entre le Donneur d'ordre et Enedis), représentée par [●], dûment et habilité aux fins des présentes (ci-après, le « **Garant** »)

D'ORDRE DE :

[Nom de la société projet], dont le siège social est situé [●], représentée par [●], dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après, le « **Donneur d'Ordre** » ou « le Demandeur »),

EN FAVEUR DE :

Enedis - Réseau de Distribution d'Electricité, société anonyme [●] au capital de [●], dont le siège social est situé au [●], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [●] sous le numéro [●], représentée par [●], dûment habilité aux fins des présentes

(ci-après, le « **Bénéficiaire** »),

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE QUE :

[Dans le cadre de la réalisation du projet [nom du projet], pour le site [nom du site], Le Demandeur [nom du demandeur] a souhaité bénéficier des dispositions de l'article L.342.2 du Code de l'énergie qui prévoit que « *Le producteur, ou le consommateur, peut faire exécuter, à ses frais et sous sa responsabilité, les travaux de raccordement sur les ouvrages dédiés à son installation par des entreprises agréées par le maître d'ouvrage [...].* Le dispositif contractuel pour encadrer les relations contractuelles entre le Donneur d'Ordre (qui est le Demandeur du raccordement) et Enedis sont régies conformément aux dispositions des article D.342-2- du Code de l'énergie au travers d'un contrat de mandat qui précise que le Demandeur du raccordement fait réaliser à ses frais les travaux de raccordement sur les ouvrages dédiés à son installation au nom et pour le compte d'Enedis maître d'ouvrage sur la base d'un cahier des charges techniques élaboré par Enedis, en contractualisant directement avec des entreprises agréées. Ledit contrat de mandat a été conclu [date de signature]

entre le Donneur d'Ordre, et Enedis gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité.

Dans ce contexte, et conformément aux termes du contrat de mandat, le Garant a accepté d'émettre la présente Garantie dans les termes et conditions ci-après, en considération des obligations souscrites par le Donneur d'Ordre en faveur du Bénéficiaire.

CECI ETANT RAPPELE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DEFINITIONS ET INTERPRETATION

1.1 Définitions

Les termes et expressions commençant par une majuscule dans la Garantie auront la signification qui leur est donnée soit dans le préambule ci-dessus, soit ci-après :

« **Annexe** » signifie l'annexe à la présente Garantie ;

« **Article** » signifie un article de la présente Garantie ;

« **Date d'Expiration** » à la signification qui lui est attribuée à l'Article 6.2 ;

« **Garantie** » désigne la présente garantie autonome à première demande ;

« **Jour Ouvré** » désigne un jour, à l'exception du samedi et du dimanche, et s'agissant uniquement des établissements de crédit des jours où les banques sont ouvertes pour la journée entière à Paris et qui est également un jour où le système de paiement Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer (système

de transfert express automatisé transeuropéen à règlement brut en temps réel) est ouvert au règlement en euros ;

« **Montant Maximum Garanti** » à la signification qui lui est attribuée à l'Article 2.1 ;

« **Notification d'Appel** » désigne une demande de paiement par le Bénéficiaire, conforme au modèle figurant en Annexe 1 de la Garantie adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 2 - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

2.1 Engagement du Garant et Montant Maximum Garanti

Par la Garantie, le Garant s'engage inconditionnellement et irrévocablement, d'ordre et pour le compte du Donneur d'ordre à payer au profit du Bénéficiaire à première demande toute somme d'argent faisant l'objet d'une Notification d'Appel adressée par le Bénéficiaire au Garant conformément à l'Article 2.3 (Appel de la Garantie).

La Garantie est émise pour un montant maximum de : EUR [●], (le « Montant Maximum Garanti »).

2.2 Notation auprès des Agences de Notation et déclaration :

Le paragraphe 2.2 ne s'applique que dans l'hypothèse où le garant est une personne morale tiers par rapport au Donneur d'ordre

Le Garant bénéficie d'une notation de dette long terme au moins égale à [A] selon Standard & Poors ou Fitch ou à [A2] selon Moody's.

Le Garant déclare et garantit au Bénéficiaire que le signataire est habilité et possède tous les pouvoirs pour signer la garantie et en exécuter les termes et conditions, et que la conclusion de la garantie a été autorisée par les organes sociaux conformément aux dispositions des articles L.225.35, L.225.68 du Code de commerce.

La Garantie suivra l'obligation garantie dans tous les cas où celle-ci ferait l'objet d'une mutation ou d'une transmission pour quelque cause que ce soit, le Garant s'interdisant irrévocablement d'opposer la caducité ou l'ineffectivité de la Garantie.

2.3 Appel de la Garantie

Pendant toute la durée de la Garantie stipulée à l'article 5 des présentes, la Garantie pourra être appelée à première demande par le Bénéficiaire, en tout ou partie et en une ou plusieurs fois, à concurrence du Montant Maximum Garanti, en adressant au Garant (avec copie concomitante au Donneur d'Ordre), par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, une Notification d'Appel conforme au modèle figurant en Annexe 1. Tout paiement par le Garant en vertu de la Garantie réduira à due concurrence le Montant Maximum Garanti. La Notification d'appel précise le montant dont le paiement est demandé par le Bénéficiaire



2.4 Paiement

Les Notifications d'Appel feront l'objet d'un règlement par le Garant au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés suivant leur réception par le Garant.

Tout paiement réalisé par le Garant aux termes de la présente Garantie devra être effectué en euros sans compensation pour quelque raison que ce soit.

Ce règlement sera effectué par virement sur le compte bancaire du Bénéficiaire, dont les références seront indiquées dans chaque Notification d'Appel.

ARTICLE 3 - NATURE DE L'ENGAGEMENT DU GARANT

3.1 Autonomie de Garantie

Les engagements souscrits par le Garant au titre de la présente Garantie sont irrévocables, indépendants et autonomes. Ils constituent une obligation autonome à première demande et sont régis conformément aux dispositions de l'article 2321 du code civil.

Les disparitions des liens de droit ou de fait existant entre le Donneur d'ordre et le Garant n'affectent en rien la portée de la Garantie. Ce dernier alinéa ne s'applique que si le garant est une personne morale autre qu'un établissement bancaire.

3.2 Inopposabilité des exceptions

En conséquence de ce qui précède, et sauf en cas d'abus ou de fraude manifestes du Bénéficiaire ou de collusion de celui-ci avec le Donneur d'Ordre, ainsi qu'il est prévu à l'article 2321 du code civil, le Garant ne pourra, opposer aucune exception ou contestation que ce soit tenant à la Garantie et ne pourra en conséquence, pour retarder ou se soustraire à l'exécution inconditionnelle et à première demande de ses obligations en vertu de la Garantie, se prévaloir d'une quelconque contestation.

Le Garant déclare qu'il se bornera à vérifier et prendre acte de la présence dans chaque Notification d'Appel des éléments d'information décrits en Annexe 1 et qu'il ne procédera à aucune appréciation ni de leur bien-fondé, ni de leur complétude, ni de leur formulation.

ARTICLE 4 - PAIEMENTS

4.1 Paiements nets

Le Garant s'engage à ce que tous les paiements qui lui incombent au titre de la Garantie soient effectués nets de tous impôts, droits, taxes et retenues à la source (ci-après les « Retenues »).

4.2 Majoration

Au cas où, nonobstant les stipulations de l'Article 4.1 ci-dessus, les paiements incombant au Garant viendraient à être diminués d'une quelconque Retenue, le Garant s'engage expressément à majorer lesdits paiements de sorte que le Bénéficiaire reçoive un montant égal au montant qu'il aurait perçu en l'absence de toute Retenue.

4.3 Rétablissement

Si l'un quelconque des paiements effectués par le Garant ou le Donneur d'Ordre est annulé ou réduit en raison d'une procédure collective ou de tout autre évènement similaire (ci-après le « Montant Annulé ») :

les engagements du Garant continueront à produire leurs effets comme si le paiement, son annulation ou sa réduction n'était pas survenu ; et

le Bénéficiaire sera autorisé à recouvrer du Garant jusqu'à la Date d'Expiration le montant de ce paiement, comme si le paiement, son annulation ou sa réduction n'était pas survenu, dans la limite du Montant Annulé.

ARTICLE 5 - DUREE

5.1 La Garantie entre en vigueur à sa date de signature.

5.2 La Garantie expirera à la première des dates suivantes :

(a) la date à laquelle les sommes payées par le Garant en vertu de la présente, en une ou plusieurs fois, ont atteint le Montant Maximum Garanti ; et

(b) le [●] à minuit au plus tard.

[autres cas éventuellement]

(la « **Date d'Expiration** »).

Toute Notification d'Appel ou demande adressée après l'une de ces dates sera de nul effet, la Garantie étant de plein droit caduque à partir de la Date d'Expiration, sans qu'il soit besoin d'aucun avis ou formalité.

5.3 L'expiration de la Garantie n'affectera en aucune façon l'efficacité de toute Notification d'Appel adressée par le Bénéficiaire avant la Date d'Expiration de la Garantie.

ARTICLE 6 - NOTIFICATION

Toute notification ou communication en vertu de la Garantie sera adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique (à l'exception de la Notification d'Appel) à l'adresse suivante :

Pour le Garant :

Adresse : [●]

A l'attention de [●]

Téléphone : [●]

Télécopie : [●]

E-mail : [●]

avec copie au Donneur d'Ordre :

Adresse : [●]

A l'attention de [●]

Téléphone : [●]

Télécopie : [●]

E-mail : [●]

ou à toute autre adresse postale ou électronique qui serait notifiée par écrit par le Garant, le Donneur d'Ordre ou le Bénéficiaire pendant la durée de la Garantie.

Toute notification ou communication sera présumée avoir été valablement effectuée :

- (a) dans le cas d'une Notification d'Appel ou d'une communication effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la date de la première présentation de ladite lettre recommandée ; et
- (b) dans le cas d'une communication effectuée par courrier électronique à la date figurant dans ce message ; toutefois, si la date figurant dans le message électronique n'est pas un Jour Ouvré, la date de réception sera présumée être celle du premier Jour Ouvré suivant la date figurant dans ledit message électronique.



ARTICLE 7 - TRANSFERT

La Garantie continuera à produire ses effets nonobstant toute opération de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actif

Les droits et obligations du Garant au titre de la Garantie ne pourront être transférés ou cédés à un tiers sans l'accord préalable écrit du Bénéficiaire.

ARTICLE 8 - DIVERS

La Garantie n'affecte et ne pourra affecter en aucune manière ni la nature, ni l'étendue de tous engagements et de toutes sûretés, réelles ou personnelles, qui ont pu ou pourront être contractés ou fournis en faveur du Bénéficiaire par le Donneur d'Ordre ou par tout tiers, auxquels elle s'ajoute.

ARTICLE 9 - DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

9.1 La Garantie est régie par le droit français.

9.2 Tout litige relatif à la Garantie est de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Paris.

Fait à [Paris, le [•]]

[•]

En sa qualité de Garant

Nom : [•]

Titre : [•]

[•]

En sa qualité de Bénéficiaire

Nom : [•]

Titre : [•]

Modèle de Notification d'Appel

A l'attention de [•]

[Lettre recommandée AR]

Le [•]

APPEL DE LA GARANTIE AUTONOME A PREMIERE DEMANDE EN DATE DU [•]

Messieurs,

Nous faisons référence à la garantie autonome à première demande [Référence à préciser, le cas échéant] en date du [•] (la « Garantie ») émise en notre faveur par votre société [ou établissement bancaire], en qualité de garant (le « Garant »).

Nous vous demandons de nous payer la somme de [•] EUR ([•] euros), en votre qualité de Garant au titre de la Garantie.

Les termes utilisés dans la présente Notification d'Appel ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

Le paiement de la somme indiquée ci-dessus doit être effectué, par virement sur le compte n° [•] ouvert au nom de [•] auprès de [•].

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour le Bénéficiaire

Nom : [•]

Fonction : [•]

CAUTION SOLIDAIRE

Acte de cautionnement solidaire

[Nom]

en qualité de Caution

et

Enedis – Réseau de Distribution d'Electricité

en qualité de Bénéficiaire

[Date]

LE PRESENT CAUTIONNEMENT (le «**Cautionnement**») est conclu en date du [Date],

ENTRE :

(1) [Nom], société [RCS], dont le siège social est situé [Adresse] et dont le numéro unique d'identification est [RCS],

(la «**Caution**»)

DE PREMIERE PART,

(2) Enedis – Réseau de Distribution d'Electricité, société anonyme au capital de [Montant], dont le siège social est situé v et dont le numéro unique d'identification est [RCS],

(le «**Bénéficiaire**»)

DE DEUXIEME PART,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Aux termes de l'article 5.4 du contrat de mandat en date du [Date] (le «**Mandat**» conclu entre Enedis – Réseau de Distribution d'Electricité, en qualité de Mandant [RCS] et (ii) [Caution] en qualité de [Mandataire]), le Mandataire est convenu de fournir au Bénéficiaire le présent Cautionnement (le «**Cautionnement**»).

La Caution, intervenant à la demande du Mandataire, dont elle détient le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, a accepté de consentir le Cautionnement au profit du Bénéficiaire, ce aux termes et conditions stipulés ci-après.

Ou

La Caution, intervenant à la demande du Mandataire, a accepté de consentir le Cautionnement au profit du Bénéficiaire, ce aux termes et conditions stipulés ci-après.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

1. DEFINITIONS ET INTERPRETATION

Les termes et expressions commençant par une majuscule et non expressément définis dans le Cautionnement auront le sens qui leur est attribué dans le Mandat et ses Annexes [relatif aux modalités d'exécution des travaux dans le cadre de la mise en œuvre de l'article L342-2 du Code de l'énergie et de son décret d'application] – dont la Caution reconnaît avoir reçu copie.

2. OBJET

Conformément aux stipulations de l'Article 5.4 du Mandat, la Caution se porte caution solidaire et indivisible avec le Mandataire, envers le Bénéficiaire, de toutes les sommes (ci-après les «Obligations Garanties**») qui pourraient être dues au Bénéficiaire au titre du paiement des marchés que le Mandataire aura passés avec toutes les Entreprises agréées pour l'exécution des études de réalisation et des Travaux Mandataire dans le cadre du dispositif des articles L342-2 et D.342-2-1 et suivants du Code de l'énergie mis en œuvre dans le Mandat.**

Le Cautionnement est régi par les dispositions des articles 2288 à 2316 du Code civil.



3. MISE EN ŒUVRE

Modalités d'appel du Cautionnement

En cas de défaillance du Mandataire dans l'exécution des Obligations Garanties, et aux fins d'appel du Cautionnement, le Bénéficiaire devra notifier à la Caution une demande de paiement (la « **Demande de Paiement** »), selon les formes prévues à la clause 8 (Notifications).

La Demande de Paiement, en substance conforme au modèle figurant en annexe, devra comporter l'indication par le Bénéficiaire de ce que le Mandataire n'a pas satisfait aux Obligations Garanties, en précisant les obligations concernées et la nature du manquement.

Le Bénéficiaire sera en droit d'appeler le Cautionnement, à tout moment, pendant la durée stipulée à la clause 7 (Durée).

En cas de défaillance du Mandataire pour quelque cause que ce soit, la Caution sera tenue de payer au Bénéficiaire les Obligations garanties dans les conditions et limites stipulées aux présentes. La Caution ne peut se prévaloir des délais de paiement qui sont le cas échéant accordés au Mandataire.

Modalités de paiement

La Caution devra payer la somme appelée dans toute Demande de Paiement dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de la Demande de Paiement.

Le paiement au Bénéficiaire de la somme appelée dans une Demande de Paiement devra être effectué par virement sur le compte du Bénéficiaire dont les références seront communiquées par celui-ci à la Caution dans la Demande de Paiement.

Si la Caution n'exécute pas à bonne date ses obligations de paiement en vertu du Cautionnement, elle sera redevable envers le Bénéficiaire, en sus de la somme indiquée dans la Demande de Paiement concernée, d'intérêts de retard calculés sur cette somme au taux Euribor 3 mois majoré de 30 points, sur la base d'une année de [365] jours rapportés au nombre de jours écoulés entre la date d'expiration du délai de paiement et la date de paiement effectif.]

4. RENONCIATION

La Caution reconnaît que, s'étant obligée solidairement avec le Mandataire , elle ne peut pas invoquer le bénéfice de discussion prévu par des dispositions de l'article 2298 du Code civil ;

La Caution renonce irrévocablement et expressément :

à exercer tout droit qu'elle pourrait détenir à l'encontre du Mandataire en vertu de l'article 2309 du Code civil ; et au bénéfice des dispositions de l'article 2316 du Code civil et s'engage, en conséquence, à ne pas poursuivre le Mandataire en cas de prorogation de terme accordée à ce dernier.

La Caution renonce également au bénéfice de la division.

5. RECOURS ET SUBROGATION

La Caution renonce irrévocablement et expressément à se prévaloir de, ou à exercer, toute action, tout recours (y compris le recours personnel prévu par l'article 2305 du Code civil) et tout droit de subrogation (y compris dans le bénéfice de toute sûreté), conventionnel ou légal, dont elle pourrait bénéficier au titre du Cautionnement à l'encontre du Mandataire aussi longtemps que la totalité des sommes dues ou à devoir par le Mandataire au Bénéficiaire au titre du Mandat n'auront pas été irrévocablement et intégralement payées à ce dernier.

6. DECLARATIONS ET GARANTIES

La Caution fait les déclarations et donne les garanties suivantes au profit du Bénéficiaire :

Constitution

La Caution est une société valablement constituée sous forme de [société anonyme] et existant valablement au regard du droit français.

Notation auprès des Agences de Notation

La Caution bénéficie d'une notation de dette long terme au moins égale à [A] selon Standard & Poors ou Fitch ou à [A2] selon Moody's.

Pouvoir et capacité

La Caution a le pouvoir et la capacité de signer le Cautionnement et d'exécuter les obligations qui en découlent.

Toutes les autorisations préalables nécessaires à la signature, et à l'exécution des obligations qui en découlent pour la Caution, du Cautionnement ont été obtenues.

La signature du Cautionnement ne requiert aucune autorisation d'aucune autorité compétente (notamment quant à sa validité ou son exécution) qui n'ait été préalablement obtenue.

Validité juridique et caractère exécutoire

Le Cautionnement constitue un engagement, licite, valable et opposable de la Caution pouvant être exécuté conformément à ses termes.

Absence de conflit

La signature et l'exécution par la Caution du Cautionnement n'est pas contraire et ne contrevient à aucune loi, réglementation ou décision judiciaire ou administrative s'imposant à la Caution, à aucune stipulation des statuts de la Caution ou à aucun engagement contractuel, accord, acte ou tout autre arrangement liant la Caution.

Solvabilité

La Caution n'est pas en état de cessation des paiements et n'a pas fait l'objet depuis sa constitution d'une procédure de dissolution, de cessation d'exploitation, de sauvegarde, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou amiable (ou toute autre procédure relevant du Livre VI du Code de commerce).

7. DUREE

Le Cautionnement restera en vigueur jusqu'à la date à laquelle le Mandataire ne sera plus tenu d'une quelconque Obligations Garanties envers le Bénéficiaire au titre du Mandat.

8. NOTIFICATIONS

Toutes les notifications et autres communications devant être effectuées en vertu des présentes seront faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception aux adresses mentionnées ci-dessus pour chaque partie aux présentes. Les communications seront réputées reçues le **5**ème jour calendaire suivant l'envoi de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

9. DIVERS

Le Cautionnement n'exclut et ne limite en aucune manière les autres droits du Bénéficiaire. Il s'ajoute à, et ne sera pas affecté par, toute autre sûreté consentie au Bénéficiaire.

Les obligations de la Caution au titre du Cautionnement ne seront pas affectées dans le cas d'une fusion de la Caution ou du Mandataire avec une autre entité.

Dans le cas où l'une quelconque des stipulations des présentes serait ou deviendrait illicite ou inopposable, il est convenu que les autres stipulations des présentes demeureront licites et opposables aux parties au présent acte, indépendamment de la ou desdites stipulation(s) illicite(s) ou inopposable(s).

Les disparitions de liens de droit ou de fait existant entre la Caution et le Mandataire n'affecte en rien la portée et l'engagement de la Caution.

La portée de l'engagement de la Caution est maintenue y compris dans l'hypothèse du redressement judiciaire du Mandataire cautionné.

10. LOI APPLICABLE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le Cautionnement est régi par le droit français.

Tout litige relatif à la validité, à l'interprétation et à l'exécution du Cautionnement sera de la compétence des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Paris.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à la date figurant en-tête des présentes.

[Nom]

Faire précéder la signature de la mention manuscrite suivante :

« Bon pour caution solidaire de toutes les Obligations Garanties du Mandataire au titre du paiement des marchés que le Mandataire aura passés avec toutes les Entreprises agréées pour l'exécution des études de réalisation et des Travaux Mandataire dans le cadre du dispositif des articles L.342-2 et D.342-2-1 et suivants du Code de l'énergie mis en œuvre dans le Mandat »

Nom : ●

Titre : ●

Le Bénéficiaire

Enedis –Réseau de Distribution d'Electricité

Par : ●

Nom : ●

Titre : ●

ANNEXE

Modèle de Demande de Paiement

[En-tête du Bénéficiaire]

Date : ●

A : [Nom de la Caution]

[adresse]

Lettre recommandée avec A.R.

Monsieur,

Nous faisons référence au cautionnement que vous nous avez consenti par acte en date du [date] (le « Cautionnement »).

Les termes utilisés dans la présente Demande de Paiement ont le sens qui leur est attribué dans le Cautionnement.

Nous vous indiquons que le Mandataire n'a pas satisfait à ses Obligations Garanties, à savoir : [Préciser les obligations concernées et la nature du manquement].

En conséquence, et conformément aux stipulations du Cautionnement, nous vous demandons de bien vouloir nous payer, sur le compte [insérer le numéro de compte] ouvert au nom de ● dans les livres de [insérer le nom de la banque], la somme de ● euros (EUR ●). Votre paiement devra être effectué dans les ● (●) jours calendaires à compter de la réception de la présente Demande de Paiement.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Enedis – Réseau de Distribution d'Electricité

Nom : ●

Titre : ●



Annexe : Présentation de la structure des Cahiers des Charges liés au Contrat de Mandat

Le mécanisme mis en place par l'article L. 342-2 du code de l'énergie et de son décret d'application n° 2019-97 du 13 février 2019 (codifié aux articles D. 342-2-1 et suivants du Code de l'énergie) s'applique aux ouvrages dédiés du Mandataire, c'est-à-dire les branchements, les canalisations électriques aériennes, souterraines ou sous-marines et leurs équipements terminaux qui, à leur création, ne concourent ni à l'alimentation ni à l'évacuation d'autres installations que celles du demandeur.

La mise en place de l'article L. 342-2 du code de l'énergie est soumise au régime juridique du mandat tel que défini aux articles 1984 et suivants du Code civil. Enedis (le « maître d'ouvrage » mentionné à l'article L. 342-2 du code de l'énergie).

A ce Contrat sont attachées des Cahiers des Charges Techniques Particuliers (CCTP modèle L. 342-2) annexes techniques et contractuelles au projet précisant les exigences d'Enedis devant être respectées par le Mandataire ou dont le Mandataire doit assurer le respect dans le cadre de la conduite et de la réalisation des travaux sur les Ouvrages Dédiés.

Les Cahiers des Charges Techniques Particuliers (CCTP modèle L. 342-2) s'appuient sur les CCTP utilisés actuellement par les Entreprises Agréées d'Enedis dans le cadre des marchés études et travaux.

La structure du Cahiers des Charges Technique Particulier (CCTP modèle L. 342-2) est la suivante :

Pour les études de réalisation, ce CCTP modèle L. 342-2 précise les exigences à respecter selon le plan ci-après :

Avant-propos

Cet article présente le cadre juridique relatif au L342-2 permettant au Mandataire d'agir au nom et pour le compte d'Enedis pour que les exigences techniques, environnementales et de sécurité, auxquelles doit répondre toute Entreprise Agréée par Enedis, pour la construction des Ouvrages de distribution publique d'électricité, soient respectées.

1. Définitions

Cet article détaille les différentes définitions utilisées.

2. Cadre général

Cet article définit les limites d'application de ce CCTP et l'exigence de la dématérialisation des échanges.

- 2.1. Contexte
- 2.2. Domaine d'application
- 2.3. Abréviations, documents applicables et charte de présentation Enedis
- 2.4. Dématérialisation des échanges

3. Dispositions générales et obligations des parties

Cet article rappelle les obligations des parties en matière de respect de protection des données personnelles.

- 3.1. Généralités
- 3.2. Respect du Règlement Général sur la Protection des Données personnelles
- 3.3. Obligations des parties

4. Hygiène et sécurité

Cet article traite notamment des obligations des parties en matière de respect des réglementations anti-endommagement et de coordination de sécurité et de respect des prescriptions de sécurité de l'exploitant Enedis.

- 4.1. Réglementation anti-endommagement (DT-DICT)
- 4.2. Réglementation en matière de coordination de sécurité
- 4.3. Réglementation et prescriptions en matière d'outillage
- 4.4. Réglementation liée aux ouvrages électriques Enedis
- 4.5. Réglementation en matière de Sécurité des tiers
- 4.6. Réglementation et prescriptions sur les produits chimiques dangereux
- 4.7. Point critique, Point d'arrêt, Arrêt des travaux

5. Prestations communes à toutes les études

Cet article précise les réglementations, les normes et les exigences de Enedis à respecter pour élaborer les études et la consistance des dossiers d'études à remettre.

- 5.1. Cahier Descriptif d'Affaire Etude (CDAE) et commande d'exécution de l'Entreprise
- 5.2. Spécifications réglementaires et techniques
- 5.3. Optimisation technico-économique du projet

6. Prestations particulières pour les études aériennes

Cet article précise les attendus supplémentaires à remettre à Enedis dans le cas d'une étude aérienne

7. Prestations particulières pour les études souterraines

Cet article précise les attendus supplémentaires à remettre à Enedis dans le cas d'une étude souterraine

8. Prestations particulières pour les études d'un branchement sans adaptation du réseau

Cet article précise les attendus supplémentaires à remettre à Enedis dans le cas d'une étude branchement

9. Prestations particulières pour les études d'une colonne électrique

Cet article précise les réglementations spécifiques qui s'appliquent et les attendus supplémentaires à remettre à Enedis dans le cas d'une étude de branchement collectif

- 9.1. Prescriptions techniques
- 9.2. Prestation d'étude de création ou d'intervention sur une dérivation individuelle
- 9.3. Prestation d'étude de création ou d'intervention sur une colonne électrique

10. Livrables des études fournis par le Titulaire

Cet article précise les conditions de mises à dispositions des livrables au Mandataire

- 10.1. Eléments de travail
- 10.2. Cahier de Fin d'Affaire Etude (CFAE) du Titulaire

11. Autocontrôle et contrôle de l'exécution du marché

Cet article précise les autocontrôles et contrôles à réaliser par l'Entreprise Agréée et/ou le Mandataire

12. Réception

Cet article précise les conditions de la réception des études par le Mandataire

- 12.1. Vérification des prestations
- 12.2. Réception de la prestation

Annexes

- 13.1. Annexe n°1 – « Spécificités particulières à adapter par la DR »
- 13.2. Annexe n°2 - « Grille d'identification des enjeux du projet »
- 13.3. Annexe n°3 – « PROTYS – Prestataire d'aide pour déclaration sur le Guichet Unique »
- 13.4. Annexe n°4 – « Catégorisation des études de réseau et branchement associé »
- 13.5. Annexe n°5 – « Tableau de synthèse et Plan de synthèse »
- 13.6. Annexe n°6 – « Plan Travaux »
- 13.7. Annexe n°7 – « Conventions de servitude amiable, autorisation de passage et DUP »
- 13.8. Annexe n°8 – « Mesures et prises de terre »
- 13.9. Annexe n°9 – « Définition et constitution des dossiers administratifs »
- 13.10. Annexe n°10 – « Cahier Descriptif d'Affaire Etude – CDAE »
- 13.11. Annexe n°11 – « Cahier de Fin d'Affaire Etude – CFAE »
- 13.12. Annexe n°12 – « La norme NF P 94-500 – Classification des missions géotechniques »
- 13.13. Annexe n°13 – « Liste des abréviations »

Pour la réalisation des travaux, le cahier des charges précise les exigences à respecter selon le plan ci-après :

Avant-propos

Cet article présente le cadre juridique relatif au L342-2 permettant au Mandataire d'agir au nom et pour le compte d'Enedis pour que les exigences techniques, environnementales et de sécurité, auxquelles doit répondre toute Entreprise Agréée par Enedis, pour la construction des Ouvrages de distribution publique d'électricité, soient respectées.

1. Définitions

Cet article détaille les différentes définitions utilisées

2. Cadre général

Cet article définit les limites d'application de ce CCTP et l'exigence de la dématérialisation des échanges.

- 2.1. Contexte
- 2.2. Domaine d'application
- 2.3. Abréviations et documents applicables
- 2.4. Dématérialisation des échanges

3. Dispositions générales et obligations des parties

Cet article précise les obligations des parties qui encadre la réalisation des travaux

- 3.1. Généralités
- 3.2. Respect du Règlement Général sur la Protection des Données personnelles
- 3.3. Cahier Descriptif d'Affaire Travaux (CDAT)
- 3.4. Autorisations administratives (arrêté de voirie, etc.)
- 3.5. Planification des prestations
- 3.6. Matériels
- 3.7. Dispositions relatives au management de la qualité
- 3.8. Indemnités et pénalités

4. Hygiène et sécurité

Cet article précise les obligations des parties en matière de respect des réglementations anti-endommagement et de coordination de sécurité et de respect des prescriptions de sécurité de l'exploitant Enedis.

- 4.1. Réglementation anti-endommagement (DT-DICT)
- 4.2. Réglementation en matière de coordination de sécurité
- 4.3. Réglementation et prescriptions en matière d'outillage
- 4.4. Réglementation liée aux ouvrages électriques Enedis
- 4.5. Réglementation en matière de Sécurité des tiers
- 4.6. Réglementation et prescriptions sur les produits chimiques dangereux
- 4.7. Point critique, Point d'arrêt, Arrêt des travaux

5. Aspects environnementaux

Cet article précise les obligations des parties en matière de respect des réglementations environnementales, de traitement des déchets et de traitement des situations d'urgences.

- 5.1. Impacts environnementaux de l'activité
- 5.2. Situation d'Urgence Environnementale (SUE)
- 5.3. Réglementation nationale et locale
- 5.4. Transport, livraison et entreposage
- 5.5. Organisation du chantier
- 5.6. Gestion des déchets
- 5.7. Gestion des déchets produits
- 5.8. Gestion des matériaux extraits

- 5.9. Élimination des supports bois et béton déposés
- 5.10. Transport des Matières Dangereuses (TMD)

6. Prestations de branchements individuels ≤ 36 kVA sans adaptation du réseau

Cet article précise les obligations des parties dans la mise à disposition des pièces administratives relatives à la réalisation de ces travaux

- 6.1. Dossier d'exécution des travaux
- 6.2. Dossier de chantier
- 6.3. Dossier de réception

7. Prestations de travaux de génie civil

Cet article précise les réglementations, les normes et les exigences à respecter par l'Entreprise Agréée pour réaliser les travaux de Génie-Civil et pour dérouler le câble électrique.

- 7.1. Description technique des prestations
- 7.2. Réglementation anti-endommagement (DT-DICT)
- 7.3. Démolition des revêtements et réalisation des fouilles
- 7.4. Coupes types – Dimension des fouilles de raccordement
- 7.5. Matériaux
- 7.6. Régalage du fond de tranchée, lit de pose, couche d'enrobage des câbles et accessoires
- 7.7. Pose de fourreaux et protections
- 7.8. Déroulage de câble et de conducteur de mise à la terre
- 7.9. Capotage et repérage des ouvrages
- 7.10. Forages et fonçages
- 7.11. Remblayage et compactage
- 7.12. Prestations hors tranchées et fouilles
- 7.13. Réfection de surface

8. Prestations de travaux en sous-section 4 sur des matériaux amiantés

Cet article précise les obligations des parties pour la réalisation de travaux nécessitant une intervention sur des matériaux contenant des fibres d'amiante.

- 8.1. Dispositions générales pour l'exécution des prestations
- 8.2. Spécifications techniques relatives à la réalisation des travaux
- 8.3. Gestion des déchets

9. Prestations de travaux électriques

Cet article précise les normes, guides, notices et les exigences Enedis que l'Entreprise Agréée doit respecter pour réaliser des ouvrages électriques exploitables.

- 9.1. Description technique des prestations
- 9.2. Déroulage de lignes aériennes
- 9.3. Accessoires électriques et mise à la terre
- 9.4. Définition d'un ouvrage exploitable
- 9.5. Capotage et repérage des ouvrages

10. Prestations de travaux de colonne électrique

Cet article précise les obligations des parties pour engager, réaliser et réceptionner des travaux de création de colonne électrique.

- 10.1. Prescriptions techniques
- 10.2. Typologie des prestations concernées
- 10.3. Réception des travaux de colonne électrique

11. Prestations de relevé géoréférencé des ouvrages

Cet article précise les différentes techniques utilisables par l'Entreprise Agréée pour fournir un relevé des réseaux construits en classe de précision A et la nature des éléments à remettre au Mandataire.

- 11.1. Plan Géoréférencé des Ouvrages Construits (PGOC)
- 11.2. Relevés géoréférencés des branchements sans adaptation du réseau
- 11.3. Cas exceptionnels soumis à l'accord du Mandataire

12. Prestations de contrôles et de réception des ouvrages

Cet article précise les modalités de réception des travaux ainsi que les contrôles et autocontrôles et essais électriques auxquels ils doivent satisfaire pour que la réception soit prononcée.

- 12.1. Contrôles et Autocontrôles par l'Entreprise Agréée
- 12.2. Cahier Descriptif de Fin d'Affaire Travaux (CFAT) de l'Entreprise Agréée
- 12.3. Contrôles et Réception par le Mandataire

13. Annexes

- 13.1. Annexe n°1 : « Spécificités Particulières » à adapter par le Mandataire
- 13.2. Annexe n°2 : « Exemple de CDAT et de CFAT »
- 13.3. Annexe n°3 : « Exemple d'attestation de Marquage-Piquetage »
- 13.4. Annexe n°4 : « Spécifications applicables pour la constitution du PGOC »
- 13.5. Annexe n°5 : « PV de réception »
- 13.6. Annexe n°7 : « Liste des abréviations »

Pour la réalisation des IC/OL, le cahier des charges précise les exigences à respecter selon le plan ci-après :

Avant-propos

Cet article présente le cadre juridique relatif au L342-2 permettant au Mandataire d'agir au nom et pour le compte d'Enedis pour que les exigences techniques, environnementales et de sécurité, auxquelles doit répondre toute Entreprise Agréée par Enedis, pour la construction des Ouvrages de distribution publique d'électricité, soient respectées.

1. Chapitre I : Généralités

Cet article définit le périmètre de la prestation attendue et les normes et textes réglementaires applicables.

- 1.1. Définitions
- 1.2. Contexte normatif et réglementaire
- 1.3. Objet de la prestation

2. Hygiène et Sécurité

Cet article précise les obligations des parties en matière de respect des réglementations anti-endommagement et de coordination de sécurité et de respect des prescriptions de sécurité de l'exploitant Enedis qui encadre la réalisation des prestations

- 2.1. Règles applicables à certaines catégories de travaux
- 2.2. Obligations du Titulaire
- 2.3. Obligations du Mandataire

3. Définition de la prestation

Cet article précise les obligations des parties pour organiser et démarrer la prestation.

- 3.1. Eléments de la prestation
- 3.2. Déroulement de la prestation
- 3.3. Fond de plan
- 3.4. Quantité de mesures

4. Règles à respecter pour le levé topographique d'ouvrages souterrains

Cet article précise les règles à respecter pour réaliser le levé topographique.

5. Livrables de la prestation

Cet article précise les exigences de qualité et le contenu du dossier que doit remettre le prestataire au Mandataire.

- 5.1. Règles à respecter pour la constitution d'un PGOD
- 5.2. Contenu du rapport des prestations
- 5.3. Respect du délai de livraison

6. Validation du rapport par le Responsable de Projet

Cet article précise les critères et les modalités de contrôle de la prestation par le Mandataire.

- 6.1. Envoi du rapport provisoire par le Titulaire
- 6.2. Validation du rapport provisoire par le Responsable de Projet
- 6.3. Contrôle de la classe A

7. Annexes

- 7.1. Attestation de localisation d'ouvrage en Classe A le Mandataire

Pour la réalisation des Repérages Avant travaux (Amiante et HAP), le cahier des charges précise les exigences à respecter selon le plan ci-après :

Avant-propos

Cet article présente le cadre juridique relatif au L342-2 permettant au Mandataire d'agir au nom et pour le compte d'Enedis pour que les exigences techniques, environnementales et de sécurité, auxquelles doit répondre toute Entreprise Agréée par Enedis, pour la construction des Ouvrages de distribution publique d'électricité, soient respectées.

1. Définitions

Cet article détaille les différentes définitions utilisées

2. Cadre général

Cet article présente les exigences applicables à la prestation de RAT Amiante et/ou HAP qui doit permettre à Enedis de retenir le tracé optimal pour ses ouvrages projetés (réseaux et/ou branchements).

3. Dispositions générales et obligations des parties

Cet article précise les prestations confiées au prestataire et les obligations des parties qui encadrent leurs réalisations

- 3.1. Généralités
- 3.2. Respect du Règlement Général sur la Protection des Données personnelles
- 3.3. Obligation de l'Entreprise Agréée
- 3.4. Obligation du Mandataire

4. Prestations de prélèvements et d'analyses

Cet article précise les modalités d'échantillonnage des prélèvements sur chaussée, d'analyse de ces échantillons et de rapport à remettre.

- 4.1. Conditions d'intervention et signalisation de chantier
- 4.2. Prélèvement des échantillons pour l'amiante
- 4.3. Prélèvement des échantillons pour les HAP
- 4.4. Analyse des prélèvements
- 4.5. Rapport de prélèvement et d'analyse
- 4.6. Déchets

5. Annexes

- 5.1. Spécificités Particulières à adapter par le Mandataire
- 5.2. G-4 – Mode opératoire – Intervention de carottage à l'extérieur sur enrobés bitumineux susceptibles de libérer des fibres d'amiante
- 5.3. G-6 – Mode opératoire – Analyse META d'amiante sur les enrobés
- 5.4. Mode opératoire « Park-Marker » - Détermination des HAP
- 5.5. G-8 – Mode opératoire – Analyse des HAP sur les enrobés - Prélèvement par carottage
- 5.6. G-9 – Mode opératoire – Analyse des HAP sur les enrobés – Prélèvement sur stock »
- 5.7. Format "DIAMATYS" - Dématérialisation des rapports de diagnostic "RAT" Amiante et HAP

Pour la réalisation des prestations de forage dirigé, le cahier des charges précise les exigences à respecter selon le plan ci-après :

Avant-propos

Cet article présente le cadre juridique relatif au L342-2 permettant au Mandataire d'agir au nom et pour le compte d'Enedis pour que les exigences techniques, environnementales et de sécurité, auxquelles doit répondre toute Entreprise Agréée par Enedis, pour la construction des Ouvrages de distribution publique d'électricité, soient respectées.

1. Définitions

Cet article détaille les différentes définitions utilisées

2. Dispositions générales

Cet article précise les réglementations applicables et les limites d'application de ce CCTP

- 2.1. Contexte
- 2.2. Documents applicables
- 2.3. Périmètre de la prestation

3. Qualification, certification, aptitude

Cet article précise les conditions administratives et techniques à respecter pour réaliser la prestation

- 3.1. Passage sous voies ferrées
- 3.2. Prestations de relevé géo référencé (PGOC)
- 3.3. Aspects environnementaux
- 3.4. Outillage, Métrologie

4. Obligation du Mandataire

Cet article précise les obligations du Mandataire pour optimiser l'intervention de l'entreprise agréée au stade étude et au stade travaux.

- 4.1. Préparation du chantier, étude préalable.
- 4.2. Spécificité des chantiers sous voies ferrées.
- 4.3. Autres chantiers.

5. Obligation de l'Entreprise Agréée

Cet article précise les obligations de l'Entreprise Agréée en terme de résultat attendu.

- 5.1. Dossier d'exécution avant travaux.
- 5.2. Prescriptions relatives à la réalisation des travaux.

6. Approvisionnement nécessaire à la réalisation

Cet article précise les spécifications auxquelles doit répondre la totalité du matériel approvisionné et installé par l'Entreprise Agréée

7. Annexes

- 7.1. Les différentes solutions pour les travaux sans tranchée.
- 7.2. Classification des missions géotechniques.

Pour la réalisation des prestations d'études de sol, le cahier des charges précise les exigences à respecter selon le plan ci-après :

Avant-propos

Cet article présente le cadre juridique relatif au L342-2 permettant au Mandataire d'agir au nom et pour le compte d'Enedis pour que les exigences techniques, environnementales et de sécurité, auxquelles doit répondre toute Entreprise Agréée par Enedis, pour la construction des Ouvrages de distribution publique d'électricité, soient respectées.

1. Définitions

Cet article détaille les différentes définitions utilisées

2. Dispositions générales

Cet article précise les obligations réglementaires et administratives à respecter par les parties pour la réalisation des prestations

- 2.1. Généralités
- 2.2. Respect du Règlement Général sur la Protection des Données
- 2.3. Obligations de l'Entreprise Agréée
- 2.4. Obligations du Mandataire

3. Spécifications techniques

Cet article spécifie les livrables techniques attendus par le Mandataire en fonction de la prestation à réaliser par l'Entreprise Agréée

- 3.1. Prestations relatives aux études de sol dites préalables
- 3.2. Prestations relatives aux études de sol dites complémentaires
- 3.3. Prestations relatives aux contrôles de compactage

4. Point d'arrêt

Cet article définit et précise les critères de recours au point d'arrêt

5. Hygiène et sécurité

Cet article précise les obligations des parties en matière de respect des réglementations anti-endommagement et de coordination de sécurité et de respect des prescriptions de sécurité de l'exploitant Enedis qui encadre la réalisation des prestations

6. Contrôle - Autocontrôle

Cet article définit et précise les exigences du Mandataire en terme contrôle de conformité de la prestation réalisée par l'Entreprise Agréée

7. Réception

Cet article précise les modalités de réception des travaux

- 7.1. Vérifications des prestations.
- 7.2. Réception de la prestation.

8. Annexes

- 8.1 Spécificités Particulières à adapter par le Mandataire
- 8.2 Cahier Descriptif de l'Affaire Etude de Sol – CDAES
- 8.3 Cahier de Fin d'Affaire Etude de Sol – CFAES
- 8.4 La norme NF P 94-500 - Classification des missions géotechniques
- 8.5 Charte de présentation Enedis
- 8.6 Liste des abréviations